

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 45. — Vendredi 18 juillet 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Pour une représentation honnête de l'Opposition Unitaire au 5^e Congrès de l'I. S. R. !

On sait que la notion même des congrès accomodés à la façon stalinienne, n'a qu'un rapport fort lointain avec les assemblées délibérantes qui, jusqu'à la mort de Lenine, contribuèrent à donner à l'I.C. et à l'I.S.R. une orientation, une tactique qui développa vigoureusement le mouvement révolutionnaire mondial.

Le congrès de l'I.S.R. qui va se tenir en Août prochain à Moscou ne fera pas exception à ce qui est devenu la règle. Préparé, trituré, par les appareils et les fractions, n'y participeront que des bureaucrates ayant acquis maints chevrons dans le servilisme.

Quant aux délégations « ouvrières », elles serviront à sauver la face. Simple « décorum » dont le but est de voiler les machinations, les opérations de la bureaucratie de l'I.S.R. sous un manteau ouvrier.

On peut être sûr que nous ne serons pas dispensés au congrès de l'I.S.R., des traditionnels défilés à la tribune de tous les Gitton du monde qui approuveront, ratifieront, surencheriront à qui mieux mieux sur des décisions connues d'avance et prises par la fraction de Staline.

La direction de la C.G.T.U. elle même se rend fort bien compte du peu d'intérêt que suscite le congrès; elle avoue l'insuccès de la campagne de préparation dudit congrès. Les innombrables papiers noirs sur « la base de l'émulation révolutionnaire pour la préparation du congrès de l'I.S.R. » n'auront servi à rien.

Enfin, les dirigeants confédéraux — sans doute « inspirés » par les conseils des « sommets » de l'I.S.R. — ont réussi à donner quelque peu d'animation à la préparation des assises de cette dernière. Ils avaient, on s'en souvient, adressé une invitation de participation au congrès au « groupe d'Opposition de l'Enseignement ». Et, arguant de ce fait, ils se mirent à faire un grand tam-tam, se répandant en affirmations bruyantes sur la preuve « éclatante » qu'ils donnaient de leur désir d'appliquer la démocratie syndicale.

Il fallut peu de temps pour éclaircir les véritables intentions des dirigeants confédéraux, « champions » de la démocratie syndicale. Et il apparut rapidement que « l'invitation » à l'Enseignement ne dépassait pas les cadres d'une manœuvre à longue portée, laquelle ne rompt en rien les traditions d'étouffement, de brimades des minorités en honneur dans les congrès organisés par les staliniens.

D'abord, que signifiait une « invitation » adressée seulement à une opposition — on verra d'ailleurs que ce n'était pas même cela — et non pas à toutes les oppositions ? Il n'est nullement besoin de partager les théories réformistes de l'expression syndicale du P.O.P., le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme, pour s'élever contre le refus d'accorder sa représentation au congrès de l'I.S.R. L'application élémentaire de la démocratie syndicale

exige la représentation dans les congrès de toutes les minorités, qu'elles plaisent ou non à la majorité.

En ignorant volontairement l'Opposition unitaire, pour ne s'adresser qu'à une partie d'entre elle, la majorité de la Fédération de l'Enseignement, la direction Monmousseau-Gitton poursuivait ce but : donner l'impression que l'Opposition de l'Enseignement, privée de toute attache ouvrière, se plaçait sur un plan purement corporatif.

Ce piège grossier éventé par les camarades de l'Enseignement, les dirigeants confédéraux changèrent leurs batteries. Ils viennent maintenant de s'apercevoir que le Comité pour l'Indépendance existait. « Loyalisme » et toujours en vertueux champions de la démocratie syndicale, ils viennent de désigner eux-mêmes les délégués des Oppositions au congrès de l'I.S.R. : Dommanget ou Rollo, pour l'Enseignement, Rambaud et Ollivier pour les minoritaires de « l'Indépendance du syndicalisme ».

Cette désignation toute spéciale, témoignage du machiavélisme bête et grossier du Bureau confédéral. Depuis quand a-t-on vu les majoritaires choi-

sissant pour les minoritaires, leurs hommes de confiance ? Déjà, au congrès confédéral de Paris, les Gitton nous avaient donné une première édition de cet étrange système de désignation. Aujourd'hui, c'est la même opération que l'on recommence. Ce qu'on cherche, c'est moins une représentation honnête des oppositions que la volonté d'utiliser un refus de ces dernières irritées par ces procédés de désignation, pour crier sur tous les tons que les adversaires de la majorité se mettent en marge de l'activité de la C.G.T.U. et de l'I.S.R.

Si, de toutes façons, il était tout à fait nécessaire d'accepter d'être représenté si peu que ce soit et malgré le mode arbitraire de désignation, à l'organisme de direction de la C.G.T.U., la participation au congrès de l'I.S.R. avec le système Monmousseau-Gitton, violation de la plus élémentaire démocratie syndicale, ne servirait que les intérêts de fraction des dirigeants confédéraux. On s'imagine ce que pourra faire « un » délégué au congrès de l'I.S.R. ! Comment, par exemple, ce délégué pourra participer aux travaux des diverses commissions du congrès ? Et

d'ailleurs, quand on dit : « délégué », il ne saurait s'agir que d'un camarade régulièrement mandaté par sa tendance. Or, ce n'est même pas le cas.

Ainsi, non seulement l'Opposition unitaire, avec les cheminots de Tours ou les mineurs du Pas-de-Calais, ne serait pas représentée, mais la Fédération de l'Enseignement elle-même, qui faisait l'objet de la première « invitation » ne le serait pas.

Et qu'on ne croie pas que, si les Monmousseau et les Gitton s'avisent de hurler qu'ils ont fait l'impossible pour appliquer la démocratie syndicale, ils justifieront aisément leurs impudentes manœuvres. Au contraire. Avec des « invitations » du genre de celles qu'ils viennent de lancer, ils auront fait la démonstration la plus claire, la plus nette qui soit, que le congrès de l'I.S.R. est un congrès de fraction, où les intérêts de la clique stalinienne prennent le pas sur l'intérêt du mouvement révolutionnaire mondial.

La C.E. confédérale a demandé, dans sa première « invitation » à la Fédération de l'Enseignement parue dans l'Humanité, de nommer une délégation. Ensuite, placée par la Fédération de l'Enseignement devant la nécessité de s'adresser à l'opposition unitaire tout entière, le Bureau confédéral a reculé, et a amorcé la manœuvre de la délégation transformée en une... nomination par en haut.

Ce n'est pas au Bureau confédéral à désigner un « délégué ». C'est aux ouvriers qui soutiennent l'opposition unitaire à envoyer leurs délégués.

L'Opposition unitaire tout entière a montré qu'elle voulait participer aux débats du 5^e congrès de l'I.S.R. Il ne faut pas que les dirigeants de la C.G.T.U. l'en empêchent ; il faut que les ouvriers réclament partout l'envoi demandé par la C.G.T.U. dans sa première invitation, d'une délégation librement choisie par l'Opposition unitaire.

G.

A L'AIDE DE LA VÉRITÉ !

Il est maintenant tout à fait indispensable que tous les camarades qui nous lisent apportent à la Vérité un soutien effectif. Jusqu'à aujourd'hui, nos appels n'ont pas suffisamment été entendus par nos lecteurs. La situation de notre journal devient très difficile : un effort collectif et intensif est urgent !

C'est le devoir de tous ceux qui soutiennent l'action de redressement communiste de participer à la vie matérielle du journal. C'est une tâche immédiatement nécessaire de lui assurer les moyens de poursuivre son existence.

Il y aura bientôt un an que la Vérité paraît. Déjà son action et les moyens qu'elle a mis au service de la gauche communiste montrent leurs premiers résultats dans le mouvement révolutionnaire. Les tâches qui attendent maintenant l'opposition marxiste apparaissent bien plus développées : avec l'aide de tous nos camarades, nous allons donner à la Vérité les formes nouvelles que ces tâches exigent.

Les souscriptions recueillies pour le journal dépassent déjà un total de dix mille francs — sans compter la souscription pour l'aide aux camarades espagnols et le fonds d'entraide oppositionnelle. Nous demandons maintenant à nos camarades de souscrire dans les délais les plus courts une nouvelle somme de dix mille francs. C'est une étape

qu'il est absolument nécessaire de franchir.

Chaque camarade doit immédiatement organiser la collecte des souscriptions dans son milieu, il faut reprendre et étendre la pratique de la cotisation permanente : chaque semaine verser au journal une somme régulière. Nous demandons aux camarades de s'astreindre à verser cinq francs chaque semaine pour faire vivre le journal.

Que tous les camarades qui peuvent s'y engager nous écrivent directement. Par quarante sous, par cent sous, par dix francs, il faut atteindre les dix mille francs nécessaires.

En ce qui concerne les abonnements, notre appel n'a pas non plus été assez suivi. L'abonnement est le meilleur moyen d'assurer des recettes au journal. Tous nos camarades doivent sans attendre prendre leur abonnement. Ils doivent faire prendre des abonnements aux ouvriers qui les entourent.

Pas de semaine sans un versement au journal. Pas de diffusion sans un appel aux abonnements. Pas de réunions sans collecte.

Pour les dix mille francs de la Vérité, camarades, mettez-vous résolument au travail. Envoyez les sommes souscrites et recueillies à la Vérité, 45, boulevard de la Villette, au compte de chèque postal P. Frank, 436.855, Paris.

LIRE

En page 2

Réponse du Bureau fédéral de l'Enseignement à la C. E. Confédérale.

Losovsky parle de l'Opposition Unitaire.

En page 4

La Vie du Parti.

En page 5

La base et le centre dans la crise du P.C. Italien.

En page 6

La répression contre les bolcheviks-léninistes.

VERS LE 5^e CONGRÈS DE L' I. S. R.

La réponse du Bureau Fédéral de l'Enseignement à la C. E. Confédérale

Le bureau confédéral unitaire s'était de nouveau livré à une manœuvre pour la désignation des représentants de la Fédération de l'Enseignement, au congrès de l'I.S.R. Feignant d'ignorer l'opposition unitaire dont les progrès l'inquiète, il ne connaissait que le « groupe d'opposition de l'Enseignement » qui n'est qu'une partie de l'Opposition unitaire. Brusquement, Monmousseau et Cie, ayant constaté que la Fédération de l'Enseignement refusait d'être séparé de l'Opposition unitaire, ont pris sur eux de désigner le « délégué » qui doit, au mépris des principes les plus élémentaires de la démocratie syndicale, représenter l'Enseignement à Moscou.

Dans une nouvelle réponse, le bureau fédéral de l'Enseignement, dévoile avec vigueur cette manœuvre.

Le Bureau Fédéral de l'Enseignement à la Direction Confédérale

Les camarades Rollo et Dommanget ayant informé la direction fédérale qu'ils ont reçu directement de la direction confédérale, daté du 2 juillet, avis qu'ils sont « désignés comme membres de la délégation confédérale au Congrès de l'I.S.R. »,

Le Bureau fédéral, réuni à Chalon-s.-Saône le 10 juillet, tient à manifester son étonnement de l'attitude de la direction confédérale qui :

- 1° - adresse une invitation « aux dirigeants de la Fédération de l'Enseignement (ceci par l'intermédiaire de l'Humanité qui n'a pas publié la réponse fédérale) »
- 2° - examine en réunion de la C.E. confédérale du 30 juin, la réponse adressée au nom de la Fé-

dération de l'Enseignement par le secrétaire fédéral.

Mais :

- 1° - ne daigne pas répondre aux précisions demandées par la Fédération de l'Enseignement.
- 2° - désigne d'office des militants de la Fédération, non seulement sans consulter celle-ci, mais même sans l'en aviser, violant ainsi délibérément la « démocratie syndicale » dont la C.E. confédérale osait se prévaloir dans son invitation.

En conséquence :

Le B. F. demande aux camarades Rollo et Dommanget de réserver leur réponse, tant que la direction confédérale n'aura pas répondu de façon nette aux précisions demandées par la Fédération à la C. E. confédérale.

Déclare sans ambiguïté qu'il n'acceptera d'envoyer des délégués à Moscou que si :

- 1° - la délégation comprend, avec les militants de l'enseignement, des militants ouvriers qualifiés pour représenter l'Opposition Unitaire tout entière, dont la Fédération de l'Enseignement n'est qu'un des éléments.

2° - si la désignation des délégués est faite directement par l'Opposition Unitaire elle-même, en application stricte de la « démocratie syndicale », qui exige que les délégués soient l'émanation de la base, et non que le choix en soit fait arbitrairement par en haut.

Pour le Bureau fédéral
le Secrétaire
J. AULAS

Il faut arracher nos camarades aux prisons de Mussolini

Ce n'est pas un vain appel celui que nous lançons. Ce n'est pas un appel pour remplir simplement notre devoir de solidarité envers nos camarades qui depuis 1926 se meurent dans les horribles cachots de l'Etat fasciste. Il y a eu trop d'appels, trop de descriptions sur les horreurs de ces prisons. Il faut en fait réussir à organiser un véritable mouvement de masse internationale, pour la libération des camarades que la bourgeoisie italienne garde chez elle comme des otages précieux. En effet, il y a parmi eux la fleur des militants et des chefs du prolétariat révolutionnaire : depuis Gramsci, Terracini, Scoccimarro, jusqu'à Venegoni, Piancastelli, à des centaines d'autres de nos frères emprisonnés. Il y a près de quatre années qu'ils sont soumis à des vexations de tout genre de la part des sbires de Mussolini. Et, ce qui est le pire, c'est depuis presque quatre ans qu'ils sont soumis à la peine terrible de la ségrégation, le régime infâme qui tue lentement tout prisonnier, même le plus solide. Des nouvelles cruelles viennent s'ajouter à celles que nous avions déjà sur le sort de ces camarades : Scoccimarro, notre très vaillant Mauro est aveugle. La « ségrégazione » lui a fait perdre la vue. Mais le but du régime fasciste est de tuer les prisonniers ! Lo Sardo, Tulli, Stefani, Gioveffi, Piancastelli, Sola sont rongés par la tuberculose. Le calcul de notre ennemi de classe, de la bourgeoisie italienne, est brutal et cynique. Notre bourgeoisie sait parfaitement ce que signifie pour le sort de la révolution prolétarienne en Italie la suppression physique de la génération des anciens combattants, des combattants qui se sont formés au cours des années de la guerre civile, en luttant les armes à la main contre le fascisme. Et ce dessein

de la suppression physique des prisonniers, la bourgeoisie le poursuit en confiant la tâche de le réaliser aux géoliers de Santo Stefano, de Portolongone, de Volterra, de tous les effroyables bagnes de l'Etat fasciste.

Il faut donc ne pas se borner à alerter le prolétariat international ; il ne suffit pas de croire s'être acquitté de son propre devoir avec une circulaire aux partis frères et aux organisations antifascistes.

La bureaucratie de l'I.C. porte aussi de lourdes responsabilités à l'égard de la classe ouvrière italienne, pour son incapacité à mener toute lutte contre le Tribunal noir de Rome, pour la libération des prisonniers anti-fascistes. Personne n'a oublié la campagne Sozzi, la campagne internationale pour l'abolition de la « ségrégation », pour l'abolition des lois d'exception, et du Tribunal Spécial. Un Bureau international à Berlin avait été créé, nommé par le Congrès anti-fasciste réuni dans cette ville, afin de donner une impulsion plus grande à la lutte internationale contre le fascisme. Mais comme toujours la bureaucratie de l'I.C. n'a su faire autre chose que le vide et le silence là où il y avait mouvement et action. Le Bureau de Berlin n'a eu en effet qu'une seule tâche : affaiblir, anéantir le mouvement anti-fasciste international. Ce Bureau, nommé par un congrès anti-fasciste, a disparu sans laisser trace, sans rendre compte de son action, ou mieux, de son inaction. Le Bureau de Berlin disparu, les bureaucrates qui dirigent le Parti italien ne se sont plus inquiétés de l'action anti-fasciste internationale pour la libération de nos prisonniers politiques. Eux aussi se sont radicalisés, en renvoyant à l'époque de la révolution la lutte pour nos prisonniers. « Bientôt, écrivent-ils dans l'Humanité, à chaque nouvel arrêt du Tribunal Spécial, la révolution les libérera ». Bientôt... Oui, bientôt. Mais, comment cela pourra-t-il arriver si nos chers bureaucrates non seulement sont parfaitement incapables de susciter de nouvelles énergies contre le Tribunal Spécial, mais, en se renfermant dans leurs bureaux, ne savent même pas appeler à la lutte les masses travailleuses pour les questions les plus ardentes du jour ? Et l'esprit internationaliste de nos Partis frères ? Allez le chercher auprès de Sémard et Cie de la direction du Parti français ! On vous répondra que vous allez les « em... bêter ». Pas autrement. Les bureaucrates qui se contentent de bavarder sont les principaux responsables de ce que les bureaux des prolétaires révolutionnaires ont la main libre, de ce qu'ils peuvent tranquillement assassiner treize révolutionnaires indochinois sans qu'avant (et non pas après) leur assassinat, un large mouvement de protestation soit déclenché. On affaiblit le mouvement prolétarien avec le bavardage criard et vide, et on ne sait pas susciter les luttes capables d'être vraiment senties par les masses et pour lesquelles ces masses descendraient sérieusement dans la rue. Voilà ce qui encourage les bureaux du prolétariat.

Il faut en finir avec la bureaucratie. Les organisations de base, les camarades de base, doivent prendre directement en mains le sort des camarades prisonniers de l'Etat fasciste et imposer aux autres leur action la plus énergique. Depuis avril 1928 les camarades Vacchieri, Dudovichetti et plusieurs autres sont détenus pour l'attentat de Milan et toujours sous la menace de mort du Tribunal de Rome. On n'a plus soufflé mot sur ce scandale, tandis qu'une lutte ardente doit être organisée partout où il y a des camarades, partout où il y a des masses travailleuses. Nos camarades prisonniers en Italie ne peuvent attendre plus longtemps. Ce serait leur mort. Il faut savoir les arracher aux bagnes de Mussolini. Il faut les sauver en organisant dans les syndicats, dans les usines, partout enfin, notre action. Assez de mots et de vains appels. De l'action. De l'action véritable, large, ardente pour la libération, pour la vie de ces camarades qui attendent leur salut des travailleurs du monde entier. — SARACENO.

Comment Losovsky prépare la participation de l'Opposition unitaire au Congrès de l'I. S. R.

Nous extrayons les lignes suivantes du discours de Losovsky prononcé au seizième Congrès du P.C.R. après le rapport de Molotov, d'après la Pravda du mardi 8 juillet :

« Actuellement nous avons, à l'intérieur de l'I.S.R., en particulier en France, quelques syndicats qui ont soûlé créé l'opposition unitaire avec une plate-forme et une appréciation de la situation actuelle qui est la suivante ; ce point de vue a été exprimé de la façon la plus nette dans l'appel de la Fédération de l'Enseignement de France. Voici l'essentiel des divergences qui sont exprimées par les auteurs de ce document :

Nous nous sommes trouvés d'accord avec la plate-forme de l'I.S.R. sur les points suivants : Aggravation des contradictions impérialistes, des menaces de guerre et d'agression à l'égard de l'U.R.S.S., caractère esclavagiste de la rationalisation, rôle de briseurs de grèves et intégration à l'appareil d'Etat-bourgeois des chefs confédérés, fascisme larvé de la démocratie bourgeoise, caractère bourgeois et contre-révolutionnaire de la Social-Démocratie, nocivité des illusions démocratiques et du pacifisme bélant, défense sans réserve de l'U.R.S.S., accentuation de la répression au cours de la dernière année.

Nos divergences portent sur la radicalisation des masses, la politisation des grèves, le rôle dirigeant du parti tel qu'il est compris maintenant, l'imminence de la guerre affirmée déjà depuis plusieurs années.

« Vous voyez qu'ils sont d'accord avec l'I.S.R. « en général », mais qu'ils ne sont pas d'accord simplement dans la question de la radicalisation des masses, de la politisation des grèves, du rôle dirigeant du parti, de l'imminence de la guerre, c'est-à-dire dans les questions essentielles. Le caractère particulier de cette « opposition unitaire » consiste en ce qu'elle réalise un bloc

entre les droitiers et les trotskystes, et que cette plate-forme est aussi la plate-forme de l'organe trotskyste en France, la Vérité, sous la direction du suiveur trotskyste Rosmer.

« L'opposition unitaire est un fruit de l'union des trotskystes et des droitiers les plus avérés. Voilà, dans les faits, la figure réelle de la ligne « gauche-bolchéviste » du trotskysme. Une opposition constituée, il n'y en a qu'en France.

« Dans les autres pays, il n'y a que des débris, sans idéologie ni politique achevée, mais tous les groupements droitiers de l'I.S.R. se nourrissent du bagage idéologique constitué par le bloc des droitiers et des trotskystes en France. Il est caractéristique que partout où les trotskystes ont la moindre influence, ils agissent en commun avec les amsterdamiens contre les communistes. De pareils faits ont eu lieu chez les Belges, dans la Fédération de l'enseignement et chez les mineurs. Cela se passe aussi en France. »

Losovsky a fait preuve de bien peu d'imagination. Il ne sait pas comment expliquer à la classe ouvrière russe qu'il s'est constitué dans la C.G.T.U. une opposition qui ne soit pas une opposition de droite, liquidatrice, mais qui soit révolutionnaire et lutte avec des perspectives communistes. Il invente la fable du bloc des « droitiers et des trotskystes ». Mais où a-t-il vu cela ? Pourquoi n'en cite-t-il pas d'exemples ?

Losovsky cite un passage du manifeste de l'opposition unitaire, soigneusement isolé de son contexte. Dans ce passage l'opposition unitaire affirme sa solidarité avec les perspectives communistes de l'I.S.R., mais elle montre ses désaccords avec la tactique, l'appréciation de l'étape et des tâches actuelles. Losovsky se garde bien de citer en entier le paragraphe, qui se termine ainsi :

« Notre critique porte surtout contre la transposition mécanique et bête sur le terrain syndical des méthodes, des pratiques, des mots d'ordre et de la phraséologie creuse des bavards incapables de la direction du P.C., contre le bluff, le mensonge, les procédés de violence, les injures qui dégradent la classe ouvrière, contre la violation de la démocratie syndicale, les exagérations, les cris hystériques, le goût de l'aventure qui discréditent et finalement ruinent une grande organisation. Le prolétariat révolutionnaire de ce pays qui a toute une tradition héroïque de lutte vaut beaucoup mieux que tout cela ».

En plein tournant opportuniste, après les échecs massifs de la tactique aventuriste de la « 3e période », Losovsky craint comme la peste toute opposition, dans le domaine du parti ou des syndicats, qui n'abandonne pas les perspectives marxistes, mais au contraire les développe, contre les dirigeants officiels, qui, eux, les abandonnent vraiment. L'opposition communiste de gauche représente internationalement l'aile marxiste du mouvement ouvrier, malgré les jacasseries et les calculs puérils de Losovsky et autres. Les dirigeants centristes oscillent entre les différentes formes de l'opportunistisme, alors que l'aile gauche lutte pour une appréciation et une tactique marxiste.

Il n'en va pas autrement dans les Syndicats. En France l'opposition unitaire combat contre les éléments liquidateurs, syndicalistes purs ou réformistes genre P.O.P. pour redresser la C.G.T.U. selon une perspective marxiste, il n'y a pas pour elle d'autre voie que la bataille incessante avec chaque syndiqué contre les directives bureaucratiques de Losovsky ; et cette lutte elle-même ne peut être menée qu'en dénonçant impitoyablement les liquidateurs de toute sorte qui cherchent à tirer profit de la crise engendrée par le cen-

(Voir la suite page 3)

LES DANGERS DE GUERRE

Le conflit franco-italien

Il y a quelques jours Léon Blum, à propos de l'évacuation de la Rhénanie, célébrait dans le *Populaire* la disparition de « l'enclave de la guerre » dans l'Europe pacifiée sous le signe du Briandisme intégral. Au même moment le conflit franco-italien, sous le signe des débats sur la politique navale, des discours tapageurs de Florence et de Livourne, de l'article de Mussolini sur la révision des traités, montait à un diapason encore plus élevé qu'en 1927. En même temps que disparaît avec le plan Young l'enclave de la dernière guerre mondiale dans « la paix », on voit pointer et se préciser à l'horizon international les signes avant-coureurs du prochain conflit mondial. Dès maintenant on peut dire que le conflit franco-italien fournit une des bases en Europe du regroupement des impérialismes rivaux pour la prochaine guerre.

Aux yeux des démocrates impérialistes français, socialistes et populistes y compris, l'Italie reprend avantageusement le visage de l'Allemagne d'avant-guerre, et Mussolini celui de Guillaume II. Il s'agit à nouveau du « chien enragé de l'Europe » qui menace de réduire à néant l'effort des « hommes de bonne volonté » en vue de la paix, de l'ogre assoiffé de carnage, du fou sanglant, des visées d'annexionisme universel de l'impérialisme italien, de la sainte croisade de la démocratie française contre la réaction fasciste. Les travailleurs ne se laisseront pas prendre une seconde fois à ces balivernes des sirènes démocratiques.

Des messieurs plus avertis exhument de vieilles théories démographiques un peu usagées pour avoir déjà servi avant la guerre à l'explication du conflit franco-allemand. Selon eux, le conflit franco-italien se ramènerait à la menace d'invasion d'un pays dépeuplé (la France) par un pays surpeuplé (l'Italie). L'histoire du fils unique de la famille française et des cinq fils pauvres de la famille allemande (mettez aujourd'hui italienne) est une histoire bien connue. Dans ces conditions il n'est plus question de guerre impérialiste, mais de guerre d'extermination d'un peuple par un autre et le premier bien entendu doit se défendre. De telles explications qui avaient peut-être un sens, à l'époque des invasions barbares au cinquième siècle, n'en ont plus aucun dans le monde moderne où les compétitions pour les débouchés de marchandises, pour les sources de matières premières etc., ont depuis longtemps pris la place des compétitions de cet ordre.

Le regroupement des impérialismes

Ce qui caractérise l'impérialisme italien, ce n'est pas la surpopulation, mais la contradiction qui existe entre sa richesse en main d'œuvre et sa pauvreté en capitaux et en matières premières. (C'est le seul des grands pays impérialistes à qui le charbon fasse totalement défaut). L'Italie est le plus jeune et le plus tard venu des pays impérialistes et c'est en cela seulement et d'une manière relative, que sa situation dans l'Europe d'après-guerre est comparable à celle de l'Allemagne dans l'Europe d'avant-guerre. Elle aspire à devenir un des grands pays impérialistes mais de nombreux obstacles non seulement d'ordre géographique mais d'ordre historique et politique s'y opposent. L'obstacle d'ordre géographique c'est le manque de charbon, l'obstacle d'ordre historique c'est sa venue à l'époque du capitalisme déclinant, l'obstacle d'ordre politique c'est la situation défavorable qui lui a été faite dans le groupe des pays vainqueurs par le traité de Versailles. Tous ces facteurs réunis avec la crise terrible qui, au lendemain de la guerre impérialiste l'ont mis à deux doigts de la révolution prolétarienne ont créé le fascisme à l'intérieur et la physionomie tourmentée de l'impérialisme italien à l'extérieur.

De là vient que l'Italie soit naturellement amenée à s'opposer au plus ancien et au plus prospère des pays impérialistes, au plus favorisé d'entre les pays vainqueurs par la paix impéria-

liste, c'est-à-dire à la France. La base des revendications italiennes pour sa place au soleil, est déjà ouvertement la révision des traités. Tandis que la France groupe autour d'elle les États profiteurs de la guerre impérialiste en Europe dont elle a fait déjà ses vassaux, l'Italie tend à former autour d'elle un bloc des mécontents du traité de Versailles. Sa politique est celle du ralliement des vaincus autour du vainqueur le plus défavorisé dans la guerre impérialiste. Dans ce regroupement les deux antagonistes peuvent déjà marquer des points : les États de la Petite-Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie) viennent à leur dernier congrès, de cimenter leur union par un bloc fédéral qui repose au point de vue économique sur la liaison de l'industrie tchécoslovaque à l'agriculture yougoslave, et au point de vue politique, sur la vassalité commune à l'impérialisme français et le Quai d'Orsay, comme on le sait, n'a pas été étranger, aux coups d'États yougoslave et roumain. De son côté l'Italie ne chôme pas : elle appuie presque ouvertement les projets de restauration monarchique en Autriche et en Hongrie. En Bulgarie, Tsankof, récemment revenu au gouvernement est dans son jeu. Elle a constitué en Albanie une base d'opérations militaires contre la Yougoslavie et fait des avances à la Turquie à laquelle elle vient de se lier par un traité.

La discussion du memorandum Briand sur le projet de Fédération Européenne, où Mussolini a vu très justement une pointe dirigée contre les prétentions italiennes et un effort de consolidation des positions acquises en Europe depuis le traité de Versailles, sert actuellement de pierre de touche à ce regroupement de part et d'autre.

L'impérialisme français et l'impérialisme italien se heurtent en Afrique et en Europe sur la Méditerranée et sur l'Adriatique qu'ils prétendent également dominer. Le litige franco-italien sur la situation juridique des 89.126 Italiens en Tunisie que l'impérialisme français effrayé en voyant la colonisation nationale se réduire à 71.020 têtes, prétend contraindre à la naturalisation, le litige sur la rectification des frontières du Sud de la Lybie, colonie italienne qui touche à des possessions anglaises et françaises, le litige sur la nouvelle répartition des mandats coloniaux, on prête à l'Italie l'intention de réclamer le Cameroun, le conflit italo-yougoslave toujours aigu, en sont actuellement l'expression. De ce conflit de l'Italie avec la France et ses vassaux pour l'hégémonie de la Méditerranée et de l'Adriatique, devait s'ensuivre le conflit pour la parité navale, pendant et après la conférence de Londres. La question de la parité navale est en effet le signe aigu du conflit méditerranéen entre la France et l'Italie : la parité navale avec la France est pour l'Italie la condition sine qua non de son expansion méditerranéenne, la parité navale avec l'Italie signifierait pour la France l'abandon de ses positions méditerranéennes.

On peut donc dire que le conflit franco-italien a pris ces derniers temps une netteté particulière. Il reste que dans les perspectives d'une future guerre mondiale, il ne saurait être qu'une partie d'un conflit plus vaste car dans l'état actuel de l'économie capitaliste, un conflit localisé, même à l'Europe, est impossible. Entre les deux parties, l'Allemagne du Plan Young, malgré les avances italiennes, semble garder une attitude d'expectative et là une pièce essentielle manque encore pour le regroupement des impérialismes rivaux en Europe. L'Italie d'autre part, aspire à une politique indépendante mais il est évident que sa dépendance économique et financière à l'égard de l'impérialisme nord-américain le lui interdit. Le conflit franco-italien ne prendra son visage définitif que dans un tableau plus complet, lorsqu'il aura pris un sens clair par rapport aux grands antagonismes fondamentaux du monde moderne : celui qui oppose l'Angleterre à l'Amérique et celui qui oppose les États capitalistes à l'U.R.S.S.

A. ARIAT.

UNE LEÇON

Les minoritaires tchécoslovaques passent à la C.G.T. réformiste

La scission dans les syndicats rouges a eu lieu en Tchécoslovaquie en mars 1929. Le mouvement syndical en Tchécoslovaquie est, pour des raisons historiques, scindé encore davantage que dans les autres pays capitalistes. Il y a 14 centrales syndicales, mais 4 seulement ont une importance réelle par le nombre de leurs adhérents. Ce sont les deux centrales réformistes (allemande en tchèque), qui comprennent environ 300.000, la centrale national-socialiste (environ 300.000 membres) dépendant du parti national socialiste qui correspond au parti radical-socialiste en France ; enfin les syndicats rouges qui comptaient environ 120.000 membres avant la scission. Chaque centrale syndicale avait des liens étroits avec un parti politique correspondant, ce qui montre toute l'erreur de la théorie de « l'indépendance » du syndicalisme. Les syndicats rouges comptaient au moment de leur formation (1922) plus de 300 mille adhérents. La fausse politique des Zinovievistes et des Staliniens amena la diminution constante des effectifs. L'appareil des syndicats rouges était principalement entre les mains de Haïs et de sa clique. Sous leur direction, l'orientation des syndicats était nettement réformiste. La direction comprenait le front unique comme une entente entre les centrales, et refusait de déclencher des mouvements sans un accord préalable avec les chefs réformistes, même si les ouvriers d'une usine avaient l'ensemble de l'entreprise derrière eux.

A la différence de la C.G.T.U., qui est constituée surtout par des cheminots, des employés des services publics, etc., catégories qui, en Tchécoslovaquie adhèrent aux syndicats réformistes, les syndicats rouges étaient surtout constitués d'ouvriers d'usine.

Lorsqu'une direction centriste Sottwald-Fried vint à la tête des syndicats, les difficultés avec la droite (Haïs) qui possédait une grande influence, s'aggravèrent. Quel remède les staliniens trouvaient-ils à cette situation ? Ils nommèrent une direction « unique », composée de droitiers comme Haïs et de membres du C.C. du Parti. Pour leur travail de redressement, ils ne comptaient ni sur la conquête de la direction par le canal du travail syndical, ni sur les ouvriers du rang qui étaient pour la moitié membres du Parti, ce qui facilitait un sérieux travail de redressement. Mais ces bureaucrates n'entendaient tout autrement, et « travaillaient » comme les Gitton et Monmousseau. L'anarcho-syndicalisme n'a jamais existé en tant que mouvement de masse dans l'Europe centrale ; par conséquent les droitiers ne pouvaient pas couvrir leur marchandise de droite sous des phrases anarcho-syndicalistes.

L'échec de la grève du textile dans la Bohême septentrionale, déclenchée, par les aventuriers de la direction du Parti dans des conditions défavorables fournit à Haïs le prétexte à son acte scissionniste. Il déclara la direction « unique » (collective) suspendue, 15 à 20.000 ouvriers le suivirent, 30 à 40.000 dégoûtés, s'en allèrent chez les réformistes ou tombèrent dans l'indifférence, 60.000 ouvriers restèrent fidèles au communisme.

Où mène l'indépendance

Les centristes, occupés à gagner les bonnes grâces de Staline, ne surent pas mener la lutte contre Haïs. Ils laissèrent Haïs, propriétaire légal de nombreuses maisons du Peuple, imprimerie, etc., voler la classe ouvrière. Il ne surent pas préparer ni conduire la lutte contre lui l'U.R.S.S. ne resta pas en arrière dans ce domaine. Le 11 mars, lendemain du crime de Haïs, le Bureau Politique du Parti appela les ouvriers à s'emparer de la maison des syndicats de force. La police appelée par Haïs matraqua nos camarades. Mais le 2 mars, Losovsky se rendit à Dresde pour négocier avec Haïs au sujet d'un congrès commun !

Nous avons toujours soutenu qu'aucun courant intermédiaire ne peut se maintenir entre le communisme et le

réformisme. Les syndicats qui, en France aussi, ont quitté l'organisation révolutionnaire, finiront par rejoindre, sous une forme ou sous une autre le réformisme.

C'est ce qui est arrivé en Tchécoslovaquie. Au mois de juin, Haïs a entraîné des syndicats qui l'avaient suivi dans la centrale réformiste, montrant ainsi la voie aux droitiers de tous les pays. Brandler, dans son journal, Lemire, dans le *Cri du Peuple*, Chasseigne, dans *ça Ira*, saluent cette rentrée dans les rangs réformistes comme un pas en avant dans la réalisation de « l'unité ouvrière ». Mais pourquoi ont-ils réalisé cette unité avec les réformistes et non avec les syndicats rouges ? Depuis quand l'unité doit-elle se réaliser sous le drapeau jaune des Jouhaux et non sous le drapeau rouge ? Sur ces points, les droitiers se taisent. Ils cherchent l'unité comme un but en soi et non comme un moyen de réaliser le front unique révolutionnaire.

Les droitiers se cachent encore en disant que cette unité syndicale « ne signifie pas l'unité politique ». Pauvre argutie ! Comme s'il y avait une cloison entre les syndicats et le parti, surtout dans la lutte révolutionnaire !

En France aussi nous verrons les droitiers imiter le geste de Dunois, et retourner dans « la Vieille maison qu'ils n'auraient jamais dû quitter ». En France non plus il n'y a pas deux voies : Ou bien il faut renier le communisme, hésiter, puis chercher l'unité avec les réformistes en brisant le front unique révolutionnaire du prolétariat, ou bien il faut lutter dans la C.G.T.U. sur la base communiste, pour rénover la politique des dirigeants incapables, en démasquant la politique liquidatrice des droitiers anti-communistes. La seconde voie est celle de l'opposition unitaire, celle du redressement de la C.G.T.U.

DELCOUR.

LOSOVSKY CONTRE L'OPPOSITION UNITAIRE

(Suite de la page 2)

trisme pour détacher les ouvriers du communisme et des perspectives justes de la révolution internationale.

Mais alors, pourquoi Losovsky dit-il que « tous les groupements droitiers de l'U.R.S.S. se nourrissent du bagage idéologique constitué par le bloc des droitiers et les trotskystes en France » ? Losovsky, ignore-t-il la lutte acharnée menée contre l'opposition de gauche par les droitiers, par Brandler en Allemagne, par Sellier, Chambelland et Cie en France, par Lovestone aux États-Unis ? Losovsky ignore-t-il que Monatte et le « Comité pour l'Indépendance » ont récemment découvert en Tomsky un allié ? Ainsi il est évident que c'est seulement en mentant, en trompant le parti russe et les ouvriers russes, que Losovsky peut écrire que l'opposition unitaire, liée aux « trotskystes », allonge les groupes de droite dans l'U.R.S.S. Ceux qui font bloc avec la droite, d'une manière plus ou moins marquée, c'est Losovsky et ses bureaucrates, c'est le centrisme défaillant, ce sont les défenseurs du comité anglo-russe de faillite, les « amsterdamiens », d'hier et de demain.

En fait Losovsky est très gêné par l'apparition de l'opposition unitaire, qui dérouté les gymnastes du centrisme. Les droitiers, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en France, sont sur la voie du bloc avec la social-démocratie : ils veulent réaliser le front unique ouvrier sur le terrain du réformisme. Losovsky, qui a toujours temporisé avec eux, les attaque aujourd'hui sans comprendre ce qui les a mené sur cette voie. Quant à l'opposition unitaire, il essaie de s'en tirer à aussi bon compte : il invente un prétendu bloc de celle-ci avec les droitiers. Mais il ne pourra tromper personne. L'opposition unitaire est née et se développera sur le terrain de la lutte pour le front unique révolutionnaire dans la C.G.T.U., malgré la bureaucratie de Monmousseau, contre les liquidateurs. C'est dans ce sens que l'opposition de gauche est solidaire d'elle dans la lutte contre l'opportunisme sectaire ou liquidateur.

LA VIE DU PARTI

Les opportunistes contre la base ouvrière

LE TOURNANT DU « TOURNANT »

De nouveau, ainsi qu'il est d'usage, les bureaucrates de l'appareil des J. C. viennent dans une assemblée d'information, d'accuser la base, et de se disculper personnellement, dans l'application de la « ligne générale ».

Ainsi donc, il a fallu près de six mois, pour que de nouveau on parle de l'application du « tournant ». Car, mais après tout, de quel tournant s'agit-il ?

Après le 5e congrès de l'I.C.J., simple ombre du trop fameux 6e congrès de l'I.C., on décida un « tournant », on entra dans la « troisième période » ; tout fut radicalisé, sauf les masses, et la base de l'organisation. Au congrès de la J.C.F. on fut contraint de marquer le point du 1er août, après lequel, selon les propres déclarations du bureau de la fédération, des rayons et leur direction s'évanouirent et ne revinrent pas. Le congrès de la J. O.P. dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, oscilla dans sa préparation entre les vents contraires qui soufflaient, pris dans ce tourbillon du manque de principes et de ligne politique, le congrès fut retardé puis brusquement eut lieu, comme une dernière détente de ce qui était, hier, la ligne générale, et aujourd'hui, opportunisme.

Il n'y a pas lieu d'y revenir mais ce que nous voulons noter dans ce rapide coup d'œil jeté en arrière, ce sont les « tournants » contraires dont on gratifia, en fait de ligne politique, l'orientation de la J.C. et de toute l'I.C.J. Dépendante, de la ligne générale de l'I.C., l'organisation des jeunesses souffre de par sa nature même, de toute l'inconséquence qui est celle de la direction de l'internationale.

Aujourd'hui, on parle de l'application du « tournant » mais dûment revu et corrigé, après que la fièvre qui régnait dans le parti français fut tombée et que la nouvelle 4e lettre ouverte soit partie en guerre contre le « gauchisme » des mois passés.

Mais durant ce temps, la base se retrécit. Nous avons déjà noté les appréciations de Guyot, sur la décroissance des J.C. Leur influence déclinée, mais durant ce temps, les J.O. cistes relèvent la tête, amplifient leur action, lancent à plus de 100.000 exemplaires une déclaration de guerre contre le communisme, et approfondissent leur influence sur la jeunesse ouvrière, la pervertissent, annihilent sa force de classe, et contribuent à l'enchaîner aux « chrétiens ». De Wendel et Schneider, grands propagandistes de la J.O. chrétienne.

Vraiment n'est-il pas temps de voir le péril ? Mais aussi qui eut raison ? L'opposition de gauche, qui, inlassablement, jetait son cri d'alarme, qui dénonçait non seulement la fausse politique mais aussi son origine, qui proposait des remèdes et une ligne politique qui soit la seule conséquente dans une organisation communiste, une politique marxiste.

Imposant une ligne politique erronée, les dirigeants furent contraints d'anéantir toute démocratie au sein des J.C. Aujourd'hui Couteilhas vient avec un sang-gène remarquable déclarer que sa « plus grande faute fut d'avoir bataillé avec le bureau de la Fédération pour envoyer Taboul à la direction d'Entente. » Mais contre qui agissait-il ainsi ? Contre la base, à laquelle il refusait toute discussion. Que disaient à la conférence régionale de mars, les camarades du 2e et 3e rayon, sur le compte du « redresseur » Taboul ? Qu'on reprenne le compte rendu de cette assemblée, paru dans la « Vérité des Jeunes » du 14 mars, le seul qui osa parler de cette conférence, l'Avant-Garde se faisant en un compte-rendu de dix lignes. Alors on verra le sens politique de cette bureaucratisation des jeunesses, on verra qu'aux camarades qui dénonçaient les erreurs du 6 mars, l'insuffisance de l'unique ventes de l'Avant-Garde comme éducation des jeunes, on imposait le « redresseur » Taboul, comme lumière politique, comme pilier de la ligne générale et de son « tournant » ; et aujourd'hui on est obligé de constater un nouveau degré de décroissance de la J.C. Tels sont les véritables caractères de la direction de l'Entente et de la Fédération.

Mais cela n'est pas propre à la France : en Espagne, notre camarade Lacroix, a, dans la « Vérité » de la semaine dernière, montré des agissements des centristes et la réaction de la base des jeunesses à Valence ou toute l'organisation des jeunesses a été exclue. Au Mexique, la fédération des jeunesses qui était en pleine croissance se vit destituer de sa direction, et mise sous la férule des centristes avec l'aide du représentant de l'I.C.J. : Matlin. Aux Etats-Unis, après avoir été sous la direction des droitières Lovestone et Cie, les jeunesses réagissent, et de nouveaux camarades viennent de rejoindre l'opposition, par une déclaration signée de Milton, Morris, Spector, etc., et adressée à la 7e convention du parti communiste américain.

La lutte internationale, pour le maintien des traditions marxistes de l'I.C.J. se développe : partout se forment des groupes qui viennent sur la plate-forme de gauche qui est celle de l'opposition, luttent pour maintenir bien haut, et au service de la classe ouvrière et de la révolution, le drapeau de l'I.C.J.

En France il nous appartient aussi d'élargir notre action, de combattre avec autant d'intransigeance que par le passé, la direction centriste, qui, hier, était à l'extrême gauche, aujourd'hui, à droite, aux deux faces du même opportunisme.

La révision de la ligne politique doit être imposée, par l'exigence de la liberté de discussion au sein de la jeunesse communiste, non pas de bavardages interrompus, mais d'une véritable discussion de l'orientation des jeunesses communistes, ce qui permettra l'élévation du niveau politique des jeunesses, la sélection et la formation de cadres véritables, parce que forgés et issus du sein même de l'organisation et non pas imposés d'en haut. Seule l'éducation permanente des membres des jeunesses assurera la croissance des jeunesses.

La ligue communiste, fraction du parti et des J.C. décuplera son effort, afin de régénérer notre organisation de classe. Cela ne se pourra que par le travail commun de tous les camarades, afin d'imposer une juste ligne politique à la J.C., au P.C. par l'anéantissement de tout bureaucratisme.

Et ainsi, seulement, on sera capable, par un travail syndical et politique juste, d'opposer le front unique révolutionnaire de la jeunesse ouvrière, aux laquais du patronat fasciste ou socialiste. Il n'est pas d'autre « tournant ». — J.-JACQUES.

DANS LE 4^e RAYON

Le Comité du sous-rayon du 8^e déjoue les manœuvres de la direction

L'assemblée du sous-rayon du 11 juillet devait nommer un nouveau comité.

Le représentant de la R.P. déclara que ce comité ne sera remplacé qu'au milieu du mois d'août.

La majorité des présents se prononça également contre la ligne politique du comité. Il convient toutefois de remarquer que ces camarades brillaient par leur absence dans le travail. Des éléments comme les époux G., dont la place est plutôt du P.O.P. s'acharnaient le plus contre le comité qui compte dans son sein les camarades les plus actifs du 13e.

Le manque d'honnêteté politique est alarmant qui se manifesta à cette assemblée. Aucun des 100 p. cent n'éleva sa voix contre l'histoire rocambolesque de « l'algérien » ni contre l'expression « liquidateur », inadmissible dans la polémique entre communistes. Voilà où le régime bureaucratique conduit l'avant-garde du prolétariat.

Le secrétaire du sous-rayon souligna dans sa réponse que les camarades qui se sont déclarés en désaccord doivent avoir peur de prendre la responsabilité de la direction bien que le mot d'ordre soit de chasser les « opportunistes ».

Le comité maintient sa démission. « S'il n'a pas de comité, la responsabilité retombe entière sur vous et la région », dit avec raison le secrétaire du sous-rayon.

La manœuvre déloyale de la direction sautait aux yeux.

Ils voulaient rendre responsables « les liquidateurs de l'échec du 1er août. »

Les camarades ont déjoué cette combine en maintenant leur démission des postes responsables.

P. S. — Tous les camarades se sont déclarés prêts à appliquer et à travailler dans le rang pour le parti.

Une nouvelle manœuvre de Sémard contre le 13^e

L'« Humanité » mentionna récemment une grève de 200 ouvriers de la Maison Weill, boulevard Auguste Blanqui (13e) ; or cette maison n'existe pas à cet endroit.

Le 13 juillet nous trouvons un article dans l'« Humanité » avec en tête « une grève dans le 13e, mais la tête se trouve dans le 15e arrondissement.

Sémard prépare-t-il une nouvelle combine pour accuser les copains de « passivité » ?

LIBEREZ ANCEL

Ancel fut arrêté en Juillet 1929, pour avoir vendu l'« Avant-Garde », après avoir été odieusement brutalisé par la ficaille, le sinistre Peyre le condamna pour coups et outrages à agents, à un an de prison au droit commun.

S'il avait bénéficié de la remise du quart de la peine, il serait libéré depuis le 15 avril, mais cette faveur, accordée aux pires bandits, lui fut refusée.

Et pour l'ombel de crapulerie la Justice de classe émet actuellement, la prétention d'augmenter la peine de notre camarade de 4 mois, pour contrainte par corps, ayant été condamné à plus de 20.000 francs de frais de « justice ».

Nous avons déjà demandé, dans la Vérité la libération d'Ancel, nous continuerons de le faire, ainsi que pour tous les emprisonnés politiques.

Ce n'est que par un large front unique de tous les travailleurs, que la bourgeoisie sera obligée de relâcher ses otages. La Jeunesse Oppositionnelle, lutte énergiquement contre les déviations et la bureaucratie, mais sera toujours avec ses camarades des J. C., pour exiger l'amnistie.

S. DORNE

DANS LA REGION TOURANGELLE

La publication du manifeste de l'opposition unitaire de la 26^e U. R. a mis en fureur les dirigeants régionaux. Ceux-ci se gardent bien d'en souffler un seul mot dans l'hebdomadaire régional, pas plus d'ailleurs que de la réponse de Bernard au Comité régional. Mais ils s'emploient à déplacer la discussion, à en faire une question Bernard. Sans rien faire connaître de la position actuelle de ce camarade, ils ouvrent contre lui une campagne de calomnies et de dénigrement. C'est plus commode que de répondre aux arguments. On ne peut attendre autre chose du bloc sans principes qui préside aujourd'hui aux destinées de la région. Ceux qui ont refusé il y a quelques mois des responsabilités de direction dans la région, pour demander ensuite le secrétariat de l'Union Locale comme Gohard, ceux qui ne font plus aucun travail dans le Parti en raison de leurs fonctions coopératives, ceux qui refusent la gérance de l'Avant-Garde, ceux qui refusaient des fonctions dans la F. S. T. en raison de la répression, tout ce monde fait chorus contre l'opposition. Naturellement, aucun n'en discute les arguments politiques. Ces gens ne connaissent que la calomnie et le mensonge.

Le Comité Régional va poser un ultimatum aux trois camarades qui en sont membres et qui ont signé le manifeste de l'opposition unitaire. C'est la préparation de leur exclusion. Cette mesure ne résoudra pas la crise. Elle ne fera que l'aggraver.

Ce n'est que le retour du Parti et de l'Internationale à une juste politique communiste qui peut arrêter la désagrégation des organisations ouvrières révolutionnaires. C'est pour cela que lutte l'opposition.

UN COMMUNISTE

LES DESSOUS D'UNE EXCLUSION La Riposte de Teulade

Dans un document, dont nous donnons des extraits ci-dessous, adressé aux mem-

bres du sous-rayon de Bezons du Parti, Teulade répond à la clique dirigeante du Parti, qui a obtenu de sa commission de contrôle, à l'impartialité plus que suspecte, une décision d'exclusion du Parti, motivée par des accusations où l'odieux le dispute au grotesque.

En effet, dans la résolution publiée par l'Humanité, (11-6-30) il est question des « plus abominables calomnies contre le Parti communiste », des « attaques contre la majorité confédérale » du « mépris souverain pour la discipline du P. C. et des Syndicats », dont Teulade serait coupable.

Selon leur tradition, les bureaucrates du Parti qui salissent sans scrupules les militants qui sont en désaccord avec leur politique, se refusent absolument à donner à ceux qui font l'objet des plus basses attaques, la moindre possibilité de répondre. Et la réponse de Teulade, ils la craignent — Teulade ayant été bien placé pour juger les résultats de leur politique.

Teulade, ancien secrétaire de la fédération du Bâtiment commence par indiquer la genèse de son désaccord avec les dirigeants du Parti.

« Depuis Septembre 1925 jusqu'en Août 1927, je fus bien placé à la fédération du Bâtiment, pour constater combien les mots d'ordre contradictoires lancés, la gymnastique idéologique que l'on voulait faire subir aux masses, étaient préjudiciables au bon fonctionnement de la C.G.T.U. ».

Sur l'étrange façon dont les Sémard concurent, en 1925, la réalisation de l'Unité syndicale, Teulade se dressa. Il le rappelle ainsi :

« A plusieurs reprises, sur la question de l'Unité, contre la proposition saugrenue de dissolution de la C.G.T.U. et de la rentrée en bloc à la C.G.T., proposition faite et défendue par Sémard, j'eus l'occasion de m'élever violemment et franchement j'exposai mes désaccords. »

Les résultats du travail qu'accomplit Teulade (avril 1926) en Algérie, par mandat du bureau confédéral, furent compromis par des gens protégés effrontément par Sémard, et qui furent démasqués depuis comme voleurs et policiers.

« Hélas, les vandales, dans la personne des Joubert, (qui depuis ? mais ne soyons pas trop cruels) Demusois et Simonin, se promènèrent à la façon de l'éléphant dans un étalage, dans ce mouvement tout neuf, sans idéologie, se cherchant. Nous pûmes tout de même, au printemps 1928, avec quelques camarades, relever le mouvement et réussir à obtenir des résultats positifs malgré les lâchages, les trahisons, la vénalité maladroite propre à certains individus. »

Sémard, à la conférence du sous-rayon de Bezons, le 22 Juin, affirmait que « le conflit avec Teulade date de l'Algérie ». Teulade lui demande une précision :

« Sémard veut-il dire que les rapports des voleurs de caisses, des Ferrand, des Joubert, ont plus de poids pour lui, que l'honnêteté inattaquable et inattaquée de Teulade ? J'aurais voulu faire préciser Sémard. Mais comme un dégonflé qu'il est, quand je me suis présenté à l'entrée de la salle, j'ai cru qu'il allait défaillir, possédé par une frousse intense. »

A propos du 4e congrès de l'I.S.R. (mai-avril 1928) où il était délégué, Teulade raconte en détails la cuisine à laquelle se livrèrent les dirigeants confédéraux divisés en clans sans principes, ces clans se livrant bataille pour faire désigner leur homme comme représentant la C.G.T.U. à l'exécutif de l'I.S.R. :

« Depuis notre arrivée deux clans s'observaient. Rabat, Vassart, Demusois, tenaient maints conciliabules dans les coins. Raynaud, Monmousseau, Delobelle etc. tiraient du mieux qu'ils pouvaient la couverture vers eux. Quand tout-à-coup, Lozovsky mit les pieds dans le plat et dans deux réunions successives sonna d'importance les dirigeants de la C.G.T.U. »

Finalement, les dirigeants de la C.G.T.U. s'entendirent. Ils se mirent d'accord sur Rabat comme délégué à l'exécutif. Seul Teulade refusa de sanctionner le résultat de leurs combinaisons. Sur l'Unité syndicale Lozovsky fut contraint de désavouer le bureau confédéral et d'approuver la position de Teulade. Mais les dirigeants confédéraux ne lui pardonnèrent pas d'avoir gêné leurs mutuelles intrigues.

Le centre et la base dans la crise du Parti communiste italien

Suivant la méthode en honneur dans tous les partis de l'I.C., la direction actuelle du P.C.I. annonce triomphalement que la crise qui a éclaté au centre du Parti a été surmontée dans le silence ; mieux, que la réaction à la base contre les opposants aurait été « spontanée et énergique ». A l'appui de cette thèse la direction actuelle du Parti a annoncé que des Fédérations, parmi lesquelles celle de Milan, auraient pris immédiatement position pour le Centre du Parti, et que des mesures plus énergiques auraient été demandées contre les opposants.

Nous n'avons pas aujourd'hui la possibilité d'examiner les soi-disants « vœux » que les Fédérations auraient exprimés ; avant tout parce que nous serions dans la nécessité de donner des détails sur la situation de l'organisation du parti, ce que pour des raisons bien compréhensibles, nous ne pouvons pas faire ; ensuite parce qu'il s'agit de trucs misérables destinés à la fin à se retourner contre cette même direction du Parti.

Quoi qu'il en soit, la crise qui s'est précisée au centre du parti a eu un écho à la base. Les difficultés que le centre rencontre pour communiquer avec la base en Italie sont tellement grandes, et les liaisons entre le Centre et la base du Parti sont tellement limitées qu'il n'est pas encore possible de dire quelle est la pensée de l'ensemble des camarades sur la crise récente. La seule chose qui résulte de toutes les informations que nous possédons, c'est que, en général, les camarades se bornent à exprimer une aspiration unique, celle de demeurer unis.

Depuis six mois environ, que la crise a éclaté dans le centre dirigeant du Parti, les camarades en Italie n'ont pas encore reçu une information tant soit peu suffisante pour leur permettre de comprendre la nature des désaccords éclatés au centre, la raison pour laquelle les opposants sont classés comme des « opportunistes », en un mot pour savoir quels sont les problèmes sur lesquels les dissensions se sont manifestées, et quelles sont les positions prises par la majorité et par la minorité sur ces questions. Par conséquent, non informés sur ce qui est arrivé dans le Centre dirigeant, et contraints à vivre dans une situation terriblement difficile, les camarades en Italie se bornent à exprimer en général le désir de sauvegarder l'unité du Parti.

D'autre part, la direction du Parti a évité et évite avec grand soin d'informer les camarades en Italie sur la position prise par l'opposition sur les différentes questions politiques et d'organisation discutées au C.C. de mars dernier ; et ceci parce qu'après le « tournant » fameux, la politique du Parti a été considérée par les camarades en Italie comme une politique d'aventurisme et parlant capable seulement d'aggraver la situation d'organisation et générale du Parti. Sans une entente quelconque, de toutes les régions d'Italie, les camarades ont déclaré que la politique du Parti après le « tournant » ne répondait pas à la situation italienne, et que, de toute manière, sans un sérieux travail de reconstitution du Parti Communiste, sans la formation de noyaux communistes politiquement actifs, l'application de toute politique est impossible. Par conséquent au centre de sa propre activité le C.C. doit placer la reconstitution du Parti.

Sans le savoir, les camarades en Italie se sont trouvés d'accord avec les points de vue de l'opposition sur le problème fondamental qui se pose aujourd'hui à tous les communistes : la reconstitution du parti. La rapidité de la reconstitution du Parti, et sa capacité d'action et de lutte sont intimement liées à une exacte appréciation de la situation, et par suite à une juste politique. L'accord que, sans le savoir, les camarades en Italie ont manifesté avec l'opposition explique pourquoi la direction du Parti se hâte de donner un coup de barre, de rebrousser chemin

sur les positions de l'opposition tout en déclarant que la lutte contre l'opposition doit être menée jusqu'au bout, et surtout à la base.

Qui engendre la « passivité » ?

La direction affirme que le plus grave des dangers opportunistes, on le rencontre aujourd'hui à la base du Parti, car l'« opportunisme » est caractérisé par la passivité des camarades.

Qualifier tout court d'opportuniste la masse des camarades parce qu'ils ne sont pas suffisamment actifs, c'est en fin de compte qualifier d'opportuniste la classe ouvrière italienne tout entière, qui depuis plusieurs années supporte le régime fasciste ; c'est exprimer la conception réactionnaire du petit-bourgeois enragé qui substitue ses désirs à l'analyse marxiste des faits, — de ces faits qui nous donnent la raison complexe pour laquelle les communistes n'ont pas eu jusqu'à présent la possibilité d'être plus actifs qu'ils ne le sont, et pour laquelle la classe ouvrière n'a pas encore renversé le fascisme, — sans plus rien comprendre, par conséquent, à la situation concrète dans laquelle les masses ouvrières et leur avant-garde communiste vivent. Et c'est d'après une telle incompréhension qu'on arrive nécessairement à considérer le Parti comme « une chose artificielle » (Ercoli).

Or, aucun d'entre nous ne pense à justifier la passivité des camarades ; pas un d'entre nous n'a l'intention de se borner à l'explication de toutes les raisons réelles qui ont contribué et contribuent à déterminer l'insuffisance d'activité des camarades de la base. Il s'agit simplement de connaître les vraies causes d'un tel état de choses, pour réussir à trouver les remèdes capables de le modifier.

Le tournant politique décidé par le C.C. de mars, qui a trouvé son expression immédiate dans le mot d'ordre de la « grève générale anti-fasciste » lancé à l'occasion du 1er mai, n'a pas contribué à diminuer la passivité des camarades qui ont été forcés de se demander « où vit le Centre du Parti ». C'est-à-dire que les camarades n'ont pas pris au sérieux un tel mot d'ordre, qui leur est tombé à l'improviste comme un coup de foudre ; et d'assez nombreux fonctionnaires du Parti, sont allés sur place pour appuyer le dit mot d'ordre, au contact direct de la réalité, mais ils n'ont plus trouvé le courage de transmettre aux camarades de la base l'intention du Centre de proclamer la grève générale antifasciste à l'occasion du 1er mai.

Une direction agissant de la sorte, non seulement se discrédite, mais aussi décourage les camarades, qui se persuadent qu'ils sont dirigés par des aventuriers ; en un mot, elle désagrège le Parti.

Il y a encore des camarades qui, tout en se déclarant entièrement ou en partie d'accord avec ce que nous disons, voudraient que la discussion eût lieu à l'intérieur du Parti. C'est fort juste ; et c'est ce qui a été toujours possible de faire dans les Partis communistes jusqu'à ce que la lutte avec les armes idéologiques ait été remplacée par la méthode plus facile, mais démoralisante pour le Parti, de la lutte par les mesures administratives caractérisant la bureaucratisation des directions de nos Partis depuis quelques années. Et c'est dans la mesure où l'on saura rétablir la vie et le fonctionnement de nos Partis sur la base de la démocratie prolétarienne léniniste que l'unité du Parti sera sauvegardée et que les conditions qui donnent naissance à la lutte des fractions seront éliminées. Sans quoi le rappel à la discipline n'est qu'un moyen commode pour tous ceux qui pensent, de superposer l'appareil au Parti tout entier, en empêchant par là pratiquement la masse des camarades de participer à l'élaboration de la ligne politique du Parti et de se donner une direction révolutionnaire.

La situation en Italie devient chaque jour plus favorable à la reprise des mouvements de masse. Les forces de la concentration reprennent leur action contre-révolutionnaire d'une manière toujours plus large. Et la direction de notre Parti remplace le travail révolutionnaire sérieux par le bluff sans issue. D'où la nécessité pour tous les camarades qui ont un vrai attachement au parti, qui veulent faire du Parti la force capable de guider les millions d'ouvriers et de paysans vers la révolution prolétarienne, de ne pas tolérer un semblable état de choses pour ne pas devenir eux-mêmes coupables de l'action destructrice accomplie par les bureaucrates de la direction actuelle.

Et même si nous sommes frappés, chassés du Parti pour avoir cherché à accomplir la tâche élémentaire de tout communiste conscient, la lutte ne doit pas cesser. L'action combinée de l'extérieur et de l'intérieur doit être conduite avec une énergie suffisante pour susciter en temps utile dans nos rangs les forces capables de faire de

notre Parti le véritable parti de la Révolution prolétarienne.

SANTINI.

P.S. — La Vie Proletarienne, le Risotto, et d'autres journaux officiels, abusent des lecteurs prolétariens, si elles croient pouvoir continuer à polémiquer contre l'opposition seulement avec des injures et des fables stupides. De cette manière les dirigeants du Parti, qui sont les inspireurs directs, confirment une fois de plus qu'ils fuient les problèmes posés par l'opposition, problèmes vitaux pour notre Parti. Mais cette fuite n'est que leur condamnation. Les problèmes qu'ils ne veulent pas discuter et qu'ils s'efforcent de cacher au Parti, surgissent continuellement de la situation italienne et internationale ; et sur ces problèmes la masse des camarades, toujours plus nombreuse, et avec une insistance toujours accrue, exige la plus grande clarté. Et c'est à cette tâche que l'Opposition devra surtout consacrer son énergie.

EN ESPAGNE

La répression s'aggrave contre la gauche communiste

Lacroix est emprisonné

Le gouvernement de Bérenguer continue à employer la manière forte de Primo de Rivera. Contre l'avant-garde communiste, la bourgeoisie espagnole multiplie les coups et le travail de désagrégation. Naturellement la politique bureaucratique et sectaire de la direction du P.C. contribue encore à affaiblir le Parti.

L'opposition de gauche, au contraire, lutte dans le parti, avec les camarades de la base pour imposer un cours politique juste, notamment dans les syndicats de la C.N.T. En Espagne Losowsky veut recommencer la politique de scission qu'il a tenté ailleurs, pour créer des syndicats rouges sous la dépendance étroite du Parti, ou plutôt, de sa clique stalinienne dirigeante.

Nos camarades de la gauche, militants pour la plupart illégaux, luttent avec énergie contre la dictature. Mais la direction bureaucratique ne recule devant aucun moyen pour leur nuire. Le travail de nos camarades, dont tous les communistes peuvent suivre les étapes dans la Vérité, est rendu doublement difficile par la répression capitaliste.

Déjà plusieurs de nos camarades membres du Parti ont été emprisonnés à Madrid, à Bilbao, etc... Ni le Parti, ni le Secours Rouge n'ont rien fait pour eux.

Maintenant c'est notre camarade Lacroix qui se trouvait en Espagne depuis quelques mois, travaillant en faveur de l'Opposition Communiste de gauche, qui a été arrêté le 3 Juillet à Valence. D'après le policier Fenoll, qui fut l'homme de confiance de Martinez Anido pendant la période dictatoriale, notre camarade aurait été dénoncé à la police par plusieurs lettres anonymes de provenance très suspecte...

Lacroix a été écroué à la prison de Valence. On essaye de l'impliquer dans l'organisation des grèves qui ont éclaté dernièrement à Séville, Malaga, Grenade, Bilbao et dans un soi-disant « complot » contre le gouvernement Bérenguer.

La répression continue en Espagne comme au temps de Primo -Anido dont Bérenguer est le digne successeur. Elle trappe aujourd'hui tout particulièrement les militants de l'Opposition de gauche, accusés pourtant par les bureaucrates du Parti d'être des « contre-révolutionnaires ». Cette répression ne pourra que s'intensifier à mesure que le prolétariat espagnol intensifiera son action révolutionnaire de classe.

Il faut souligner que les bureaucraties stalinienne du Parti et du S.R.I. qui secourent pourtant des condamnés de droit commun, laissent sans secours nos camarades oppositionnels. Rien d'étonnant à cela : ces bureaucrates sont dignes d'eux mêmes aussi bien en Espagne qu'ailleurs. Mais cela ne doit pas nous empêcher de protester de toutes nos forces contre cette attitude du S. R.I.

Que chacun dans le S.R.I. pose la question : « que fait le S.R.I. en Espagne pour les camarades oppositionnels, membres du Parti, qui sont emprisonnés ? Pourquoi ne s'occupe-t-il pas d'eux ? »

Nos camarades sont à l'avant-garde de la bataille communiste en Espagne. Ils ont droit à la solidarité effective du prolétariat international.

Il y a deux semaines le S.R.I. répondait grossièrement à la demande de l'opposition française d'être admise dans son sein. Mais nous lui demandons maintenant : que faites-vous pour nos camarades espagnols ? L'opposition de gauche est unie internationalement, et le S.R.I. doit aussi être une organisation internationale ; notre question est absolument légitime.

Devant tous les ouvriers nous forcerons le S.R.I. à montrer s'il est un organisme révolutionnaire de classe, ou une sous-section de la fraction stalinienne de l'I.C.

Dans une nouvelle lettre ouverte aux membres du Parti, la direction centriste est obligée de reconnaître certaines de ses fautes.

Si vous voulez les mettre complètement à nu et comprendre leur origine, lisez :

La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

Un exemplaire : 3 francs

Prix par 10 exempl. : 20 fr.

En vente à LA VERITE

45, boulevard de la Villette
Paris (10^e)

LA RÉPRESSION CONTRE LES BOLCHÉVIKS-LÉNINISTES

Nous publions ici la suite de la correspondance dont la première partie a paru dans le numéro précédent de la Vérité.

C'est par les coups qu'a été tué, à la prison de Leningrad le camarade Henrichson.

La colonie des oppositionnels déportés à Tomsk, a rassemblé une grande quantité de nouvelles sur les crimes absolument effroyables que Staline a perpétrés contre nos camarades. Elle a présenté un texte de protestation (1) auquel se sont ralliés toutes ces autres colonies de déportés. Dans ce document, on communique que la faim règne dans tous les lieux de déportation des oppositionnels, il est établi que les conditions de déportation stalinienne, pour les bolchéviks, sont incomparablement pires que celles de la déportation du tsarisme pour les bolchéviks. Beaucoup de déportés sont devenus des invalides (on en compte des dizaines), par manque d'aucun secours médical, à Narim et dans d'autres lieux semblables. Les malades dans un état grave ne sont même pas transportés dans les régions habitées des plus proches où l'on peut trouver un docteur. Quand on se décide à transporter un malade, c'est seulement lorsqu'il se trouve dans un état désespéré. Cet hiver, beaucoup de camarades ont eu les membres gelés, et quelques camarades ont dû subir une amputation parce qu'on ne leur avait donné aucun secours médical à temps. Des bébés ont été, aussitôt après leur naissance, embovés à leur mère, et celles-ci envoyées dans des isolateurs (la camarade Yankovskaïa entre autres). Le même document nous apprend qu'une nouvelle fusillade d'oppositionnels a eu lieu à Solovski ; avec cela il n'est pas rare que la G.P.Ou. prononce maintenant des condamnations non plus de 3 à 5 années, mais de 10 années, dans un but de vengeance contre la conduite politique d'un camarade. Par exemple, sans aucune preuve formelle, le camarade Golodni, a été condamné à 10 ans d'isolement. Dans toutes les colonies de déportés, il y eut, avant le 6^e Congrès, des camarades arrêtés et transportés dans des isolateurs. Nous ne donnons pas ici le nom des colonies ni le nom des camarades arrêtés, nous nous arrêterons seulement aux faits les plus éclatants.

En mai, à Ichim, toute la colonie fut arrêtée — neuf camarades — et de plus, 15 habitants de la ville, parmi lesquels, d'après l'accusation de la G.P.Ou., les oppositionnels auraient fait de la propagande. Tous se trouvent actuellement dans des conditions effroyables, nous écrivont nos camarades — ils sont enfermés dans la prison de Swerdlowsk. Deux d'entre eux sont gravement malades, ils ne reçoivent pas la ration des prisonniers politiques, ils sont enfermés dans des cellules différentes, et ils ont été contraints de déclarer la grève de la faim. Comment s'est terminée cette grève de la faim et surtout quel a été, par la suite, le sort des déportés d'Ichim, nous ne le savons pas. Le camarade qui nous informe, nous dit que cette arrestation commune avec 15 non-oppositionnels, un « amalgame », ce qui signifie une liaison artificielle, dans le but de discréditer nos camarades, avec des gens étrangers à l'opposition. La destruction de la colonie et la création d'un amalgame thermidorien sont l'œuvre d'un provocateur. La provocation exercée ces derniers temps contre l'opposition a pris des proportions énormes.

Non seulement les groupes d'oppositionnels qui se trouvent encore en liberté sont submergés par les provocateurs, mais ceux-ci « opè-

rent » aussi dans la déportation et dans les prisons. Là leur tâche est de découvrir les plus intranquillants, de provoquer la décomposition en amenant les camarades à capituler, etc. Un provocateur qui se présente sous le masque d'un « capitulaire », c'est maintenant un phénomène courant dans la déportation.

C'est d'une manière analogue que l'on a détruit la colonie des déportés de Kaminsk. Deux camarades, (Solowski et Densow) ont été transférés dans la prison de Tomsk, les autres, dans les coins les plus reculés de la Sibérie. Cette colonie a été dispersée uniquement parce qu'elle n'a produit aucun capitulaire. Dans leur déclaration au Comité central du P.C.R., de la G.P.Ou. (2), les camarades de Kaminsk ont montré comment se recrutent les cadres de l'organisation locale du Parti. Se basant, sur des informations précises, ils nomment plus de trente membres du Parti occupant, actuellement des postes de responsables, qui furent dans le temps des Koltchakevski, des agents de la répression blanche, et qui ont fusillé des rouges. Tous ces éléments sont, jusqu'à aujourd'hui encore, les chefs de ce district. Les Koltchakevski se trouvent surtout en grand nombre dans la G.P.Ou. Ce fait jette une lumière éclatante sur cette question : qui réalise la politique stalinienne, qui bafoue les bolchéviks déportés, qui aide à leur extermination ? Des ex-blancs, et ce n'est pas par hasard !

A Rubtsevska (Sibérie), sans qu'aucune accusation ait été formulée contre eux, on a arrêté quatre oppositionnels : Abramski, Antokolski, Veskresenski, Evdingelstedt. De la prison de Rubtsevska, ils envoyèrent le 4 juin une déclaration au Comité Central du P.C.R. dans laquelle ils disaient : « Nous ne pouvons considérer cet acte répressif exercé contre nous autrement que comme une préparation, pour le moins singulière, au seizième Congrès du Parti... » « La répression n'arrêtera pas la lutte pour le redressement du Parti, de même que le dommage causé n'empêchera pas le Parti de retourner aux positions du léninisme. » Quel fut par la suite le sort des camarades de Rubtsevska, cela nous est inconnu. Mais il n'y a aucun doute qu'ils seront emprisonnés dans les isolateurs. Une destruction analogue a eu lieu à Kansk (camarades Kusminski et Landau), à Alma-Ata (camarade Goldin, et d'autres), à Slavgorod, Tchimkent et dans beaucoup d'autres lieux. Des perquisitions ont été effectuées partout. La perquisition serrée qui eut lieu chez le camarade Racovski a été racontée partout et est bien connue. Sur lui, comme chef de l'opposition russe, les staliniens concentrent leur haine. Gravement malade (atteint d'une maladie de cœur et de malaria) ; le camarade Racovski, loin d'être transféré dans un climat plus élément (comme des médecins l'avaient ordonné), a été transporté d'Astrakan à Barnaoul. Le camarade Racovski, qui est âgé de cinquante-sept ans, dont quarante consacrés à la lutte pour le communisme, a passé un hiver très pénible, son organisme malade devant supporter des froids de 40 à 50 degrés. L'isolement dans lequel il est tenu est plus rigoureux que pour aucun. Le jeu de Staline est clair : lentement, mais sûrement, en finir avec Racovski. C'est dans une situation encore plus pénible que se trouve un autre chef éminent de l'opposition, un vieux bolchévik, le camarade L. S. Sosnovsky. Il est incarcéré dans la prison de Tomsk, dans un régime d'isolement plus sévère que n'en ont jamais connu les prisons du tsarisme pour les condamnés à mort. Aucune correspondance ne lui est

permise, aucun envoi autorisé, aucune relation avec les autres détenus ; il doit faire sa promenade en compagnie d'un agent spécial de la G.P.Ou. L'état de santé du camarade Sosnovski est critique. Un emprisonnement prolongé dans ces conditions, c'est pour lui la fin. C'est dans des conditions semblables que se trouve un autre vieux bolchévik, E.D. Eltsin (à l'isolateur de Sousdalsk) : ce camarade est atteint de tuberculose des os.

C'est ainsi que sur le dos de l'opposition de gauche, on a préparé le XVI^e Congrès. En utilisant dans un but fractionnel la puissance de contrainte de l'appareil, la direction stalinienne a dressé cet appareil contre les représentants de l'aile gauche prolétarienne du Parti. Feu à gauche ! plus ce feu sera terrible, mieux apparaîtra, aux yeux des prolétaires, la faillite lamentable de la politique centrisme. Par la faim, par le froid, par le blocus, par les outrages, par les coups et par la

fusillade, le centrisme veut soutirer aux plus faibles la capitulation, et les plus forts, il les voue à la ruine. Entraver ce plan thermidorien, seule la classe ouvrière le peut, et particulièrement l'opposition internationale de gauche. C'est là son devoir, c'est là sa tâche. En en finissant avec l'aile gauche, Staline en finirait avec la Révolution d'Octobre. Cela, il faut le comprendre, cela, il faut l'empêcher, cela, il ne faut pas le permettre.

Nous saisissons cette occasion pour faire savoir aux camarades étrangers, qu'en réponse aux saluts de la conférence internationale de Paris, aux oppositionnels russes déportés et emprisonnés, il est parvenu à la rédaction du Bulletin russe de l'Opposition, des salutations nombreuses, non seulement des lieux de déportation, mais aussi des isolateurs.

N. MARKIN.

AU 16^e CONGRÈS DU P. C. R.

Les forces de l'I. C. en Europe d'après le discours de Manouïlsky

Au cours de la discussion sur le rapport de Molotov, Manouïlsky a fait un grand discours où il a laissé entrevoir un tout petit bout de la situation réelle des partis communistes en Europe occidentale. Entre autres, il a déclaré : « Qu'a produit l'essor révolutionnaire ? En Angleterre, le P.C. après la grève générale et la grève des mineurs en 1926 a compté 12.000 membres, mais depuis il a baissé systématiquement, et ne compte aujourd'hui qu'environ 3.500 membres. La même situation se présente dans quelques autres sections de l'I.C. Prenons par exemple le P.C. français. Les succès qu'il remporte sont incontestables.

Il est aujourd'hui une de nos sections les plus combattives et les plus aptes à la lutte. Ce qu'il a réalisé en 1930, le 1^{er} mai, une série de campagnes politiques, la défense de l'Humanité, tout cela montre que nous avons un véritable parti bolchévik. Cependant, camarades, le P.C. français a perdu pendant ces deux dernières années environ 25 à 30 p. cent de ses effectifs... Le parti tchécoslovaque en a perdu récemment 50 p. cent. Mais s'il a perdu 50 p. cent de ses effectifs, en tout cas sa combattivité a crû de plus de 100 pour cent. La preuve en est qu'il est déjà capable de réaliser des journées du 6 mars et du 1^{er} mai comme toute autre section de l'I.C. En Allemagne, le P.C. est en stagnation depuis 1924, avec des effectifs qui se chiffrent à environ 130.000 membres... »

En Angleterre, au lendemain de la grève générale de 1926, lorsque le parti eut doublé d'un coup ses effectifs et rassemblé 12.000 membres, ses chefs s'écrièrent : « Maintenant, nous sommes sûrs que notre parti va devenir un parti de masse, et rapidement. » La fausse politique du front unique avec Purcell et Citrine se paie. Qu'est devenu aujourd'hui ce grand parti de masse ? Que reste-t-il de cette minorité révolutionnaire de 1 million de membres dans les Trade-Unions ? Dans l'Humanité du 14 juillet, Richetta déclare que « les Camarades Tomsky et Melnichansky, secrétaires de la C.G.T. russe, avaient constitué le Comité d'Unité Anglo-russe. » Quelle dérision ! Pour conserver intacte l'inaffabilité de son patron Staline, Tomsky sert de bouc émissaire. Mais ce dernier n'était que l'exécuteur de la ligne générale du bureau politique. Malheureusement aujourd'hui, le P.C. anglais n'est pas un parti de masses, mais une secte pitoyable. Les Trade-Unions ainsi que la majorité de la classe ouvrière anglaise se trouvent encore aujourd'hui sous l'influence du réformisme. Il n'y a même pas à espérer que, grâce à la politique de Mac Donald aux Indes et en Angleterre, les masses se détournent du réformisme pour accorder leur confiance

au communisme. Les Murphy, qui changent chaque jour leur opinion politique selon les besoins de la fraction stalinienne ne pourront pas battre le réformisme en Angleterre. Nous disons aussi qu'il faut changer cette politique, non comme le font les Murphy, mais conformément aux besoins quotidiens des masses.

En France le Parti communiste n'a-t-il donc perdu que 25 à 30 p. cent de ses membres ? Et la perte énorme de plus de 100.000 membres de la C.G.T.U. ? Et quel a été l'aspect de ces manifestations réussies du 1^{er} mai sur lesquelles Manouïlsky se montre si laconique ? La vérité c'est que ce n'est pas un vrai parti bolchévik. Il a chassé des centaines de camarades parmi les meilleurs ; et le résultat, c'est un parti socialiste croissant, une C.G.T. grandissante et une forte aile droite (Comité pour l'Indépendance) dans la C.G.T.U. Tels sont les grands succès du « vrai parti bolchévik français » dont la politique était basée sur une phraséologie révolutionnaire et sur le fameux mot d'ordre de Molotov de la prise du pouvoir » et de la troisième période. Le semi-tourant actuel ne servira à rien. Le P.C. doit renoncer une fois pour toutes, aux théories de la troisième période du social-fascisme, etc...

Et en Allemagne, dans une crise économique aiguë, un terrible chômage, une agression inouïe du capital contre la journée de travail et les salaires (récentement dans le Nord-Ouest, à Mansfeld), une croissance formidable du fascisme qui est devenu déjà une menace ouverte pour l'existence de la république de Weimar, où la social-démocratie est le fourrier du fascisme par sa politique de coalition avec la bourgeoisie, les forces du communisme « stagnent ». Cette expression est encore bien au-dessous de la vérité. La vérité est que le P.C. allemand ne compte aujourd'hui que 70.000 membres, qu'il a perdu toute son influence dans les syndicats, livrant ainsi 5 millions de travailleurs organisés aux chefs traîtres du réformisme. Le parti a perdu aussi son influence dans les organisations sportives etc... Ce sont aussi les fruits glorieux de la troisième période et des fameux mots d'ordre : « Frappez les social-fascistes là où vous les rencontrez, chassez les social-fascistes des usines, frappez les petits Zoergiebel dans les écoles ».

Et la même situation existe dans les autres sections de l'I.C. (Tchécoslovaquie etc.). Ainsi se manifeste la clairvoyance de la direction stalinienne dans l'I. C. Si on avait ainsi informé les travailleurs russes, si on leur avait décrit la réalité, il est bien douteux que Staline eût obtenu l'unanimité au 16^e Congrès. — A. S.

(1) Malheureusement, on ne peut déchiffrer qu'une infime partie de l'exemplaire, que nous avons reçu.

(2) La déclaration est publiée complètement dans le Bulletin russe de l'Opposition n^o 42-43.

LA VIE OUVRIÈRE

Après le premier versement ouvrier

Les mouvements de grèves provoqués par le versement ouvrier obligatoire consécutif à l'application de la loi sur les assurances sociales, gênent messieurs les réformistes. Si, dans la région parisienne, particulièrement dans le bâtiment et la métallurgie, il est incontestable qu'un nombre d'ouvriers assez considérable réagissent, dans le Nord même, dans leurs propres fiefs de la région textile, les réformistes ont sur les bras, des grèves d'ouvriers soumis à leur influence.

Quelques citations symptomatiques donneront la mesure de l'embaras des réformistes.

Le préposé quotidien à l'injure contre les communistes, Eugène Morel, écrit (*Peuple*, du 9 juillet) :

Les travailleurs, hélas ! n'acceptent pas toujours favorablement le progrès. Leur histoire contient des exemples de fautes — reconnues sincèrement plus tard — commises dans des moments d'aberration du jugement, consécutifs au manque d'instruction, à l'ignorance.

Et Morel d'ajouter, d'un ton aussi peu convulsi que possible que cette fois les ouvriers ont refusé de suivre les adversaires de la loi. Plus loin, il avoue le rôle d'agent de la bourgeoisie, de lui et de ses pareils :

C'est l'effort de persuasion des militants confédéraux qui a fait revenir de préventions injustifiées contre la réforme en gestation des hommes jouant un rôle de premier plan dans l'administration du pays.

Si des oppositions d'ordre professionnel ont été, sinon désarmées du moins rendues moins belliqueuses, à qui le doit-on, sinon aux représentants des organisations syndicales ouvrières ?

Un autre réformiste de marque, Marty-Rollan, donne de « précieux » conseils (*Peuple* du 11) aux ouvriers pour qui la retenue hebdomadaire, est en fait une diminution de salaires. Ecoutez ce pur charlatanisme :

Les travailleurs doivent faire des lois sociales leur propre domaine d'action, d'administration, d'éducation. Pour commencer, ils doivent les juger et les envisager, non sur le léger trouble qu'elles peuvent apporter à l'heure présente, mais sur les développements heureux et les réalisations favorables qu'elles tiennent en puissance dans l'avenir.

Enfin, le 13 dans le *Populaire*, Osmin, convient que ça ne va pas très bien.

La loi sur les assurances sociales est entrée en application le premier juillet.

A-t-elle été accueillie d'enthousiasme par l'ensemble des travailleurs ?

Assurément, non.

Une pénible explication de ce manque d'enthousiasme et d'autres aveux :

Des heurts devaient se produire et des mécontentements se manifester.

Heurts et mécontentements un peu partout, à Paris comme en province.

Ouvriers d'usine, de chantier, d'atelier, les ménagères elles-mêmes ont élevé des protestations. Des arrêts de travail se sont momentanément produits sur certains points.

Osmin, se berce d'espoirs en se disant que :

Examinés de près, ces mouvements divers n'ont pas le caractère d'une opposition systématique aux assurances sociales.

Vous avez des illusions, messieurs les réformistes, et vous ne ferez pas facilement avaler aux ouvriers l'inique retenue sur les salaires, en réalité diminution des salaires.

La « gauche » dans la C.G.T.

L'un des quelques chefs de la « gauche » dans la C.G.T., Milan, secrétaire de la Fédération de la chapellerie, utilise le récent discours de Tardieu à Dijon, pour se livrer à une curieuse critique, dans son organe fédéral, le *Couvre-chef*, de la politique collaborationniste de la C.G.T. :

La C.G.T. habite trop haut, elle regarde trop loin et son regard n'est pas toujours tourné du côté de la réalité concrète.

Ce n'est pas vers l'astre gouvernemental qu'elle doit se tourner pour réaliser son programme.

Milan ajoute, après avoir prié soigneusement sur le bolchevisme qui « est en train de crever de son propre venin » que :

Notre politique de collaboration n'a pas

donné non plus, ce que d'aucuns en attendaient.

Deux expériences, deux échecs, l'un total, l'autre partiel.

Et enfin sa conclusion, digne d'intérêt, nous le montre, en quoi il s'avère plus dangereux que les collaborationnistes déclarés, désireux de donner à la C.G.T. une apparence plus combattive, d'atténuer les compromissions avec la bourgeoisie, tout en se défendant lui, Milan, de songer au « mirage révolutionnaire, à la façon moscovite » :

Nos méthodes de propagande de cette dernière décennie nous laissent avec des syndicats numériquement si faibles qu'ils attirent l'opinion des gouvernants et augmentent leur audace, contre la classe ouvrière ; sans rompre brusquement, sans renverser totalement l'activité confédérale, approchons avec plus de réserve désormais, les organismes officiels, pénétrons-y avec plus de circonspection, gardons-nous de donner, par une attitude trop confiante envers les institutions gouvernementales, même manquées de notre sceau, gardons-nous de donner aux travailleurs la fausse impression que c'est l'activité que les militants dépensent hors des syndicats, qui constitue le facteur par excellence des conquêtes ouvrières. L'action extra-syndicale doit être tenue pour complémentaire et non pour essentielle.

On ne saurait trop insister sur le danger de la tactique que réclame Milan. Duper les ouvriers, dont un grand nombre regardent avec méfiance la C.G.T. intégrée dans l'appareil d'Etat. C'est là son but.

Tomsky a bon dos

Il y a des gens qui ont l'échine souple. Ça ne les empêche pas de tirer avec impudence des leçons, besogne pour laquelle ils ne sont qualifiés en aucune manière. Parmi eux figure Richetta, fonctionnaire prédestiné depuis de longues années au sort de la Fédération unitaire du textile.

Richetta, rappelle (*Huma* du 14) faisant le parallèle entre l'activité de la F.S.I. et celle de M. S. R. qu'il fut une « époque où, dans l'I.S.R., existait un fort courant pour l'unité par en haut, pour une entente étroite avec certains chefs « de gauche » d'Amsterdam, par l'intermédiaire desquels on espérait conquérir l'appareil de direction de l'I.S.A.

Les chefs de « gauche », c'étaient les Fimmen, Cook, etc... Heureusement Richetta nous rassure : « Mais les masses sont bien vite tombés et ces hommes « de gauche » avec lesquels les camarades Tomsky et Melnichansky, secrétaires de la C.G.T. russe, avaient constitué le Comité d'unité anglo-russe... sont : « aujourd'hui, classés et ne trompent plus personne. C'est le but qu'a poursuivi, pendant quatre ans, l'I.S.R. » Et Richetta termine : « Ce travail de clarification a été quelque peu long et difficile... »

Voilà des explications bien contradictoires. Richetta commence par s'indigner au souvenir de « l'unité par en haut » et de « l'entente étroite avec certains chefs » de gauche », et puis, quelques lignes plus loin, « l'Unité par en haut » et le reste ne devient plus qu'une intelligente politique de « clarification », certes « long et difficile », mais qui a donné tout de même des résultats.

Où ou non, Richetta, était-ce une opération de « clarification » ou bien une politique qui ligotait aux gens d'Amsterdam, les ouvriers révolutionnaires ?

Les contradictions de Richetta sont à la réflexion, bien naturelles. N'était-il pas un de ceux qui, suivant tous les zig-zags, donnait à l'époque son approbation à cette curieuse politique de « clarification » ?

Après les élections à la caisse de retraite des mineurs

L'échec unitaire aux élections à la caisse autonome des retraites des mineurs, a été avoué par l'un des secrétaires de la Fédération unitaire du sous-sol, Moniez-Furcy, en ces termes : « Nous n'avons pas à nous déclarer satisfaits des résultats de ce scrutin qui sont loin d'être ceux auxquels nous étions en droit d'espérer. »

Mais croit-on que Moniez-Furcy va rechercher sérieusement les causes de cet échec. Point. La conclusion pour lui c'est que : « nos organisations et nos militants doivent développer une plus grande activité ».

Peut-on tirer d'une façon plus bureau-

cratique les leçons d'un échec ? Une phrase creuse, une banalité et le tour est joué, « l'auto-critique » est accomplie.

Si, chez les mineurs, les unitaires loin d'entamer l'influence des confédérés sont en pleine régression, c'est que la masse des mineurs n'accepte ni ne comprend la politique des dirigeants unitaires. C'est par là, qu'il faut chercher Moniez-Furcy !

CHEZ LES JEUNES SYNDIQUES

Mardi 8, conférence d'information des jeunes syndiqués et sympathisants de la R.P.

Trois mois après le congrès de la Jeunesse ouvrière et paysanne (464 délégués, grand succès des J.C., nous a-t-on dit) 30 jeunes assistent à la conférence de la région parisienne ; on se demande, après cela, sur quelle base reposaient les délégations de la R.P. au congrès de Mai ?

La tenue de la conférence, la discussion (?) l'attitude du bureau, les jeunes fonctionnaires déjà « bureaucrates », donnent dans l'ensemble une impression pénible d'impuissance, de rigolade, d'inactivité.

Les interventions furent longues à venir et montrèrent en général, l'extrême faiblesse pour ne pas dire l'absence totale des sections de jeunes syndiqués, dans la R.P. ; dans l'habillement, la section se compose de trois camarades, dont l'un est en vacances, un autre ne peut faire de travail ; d'où difficultés sérieuses de recrutement, de propagande, de participation aux mouvements... « l'appareil » répond : nous nous souvenons d'une époque où cette section marchait mieux ; mais on a préféré se borner à un travail distractif, on a négligé le travail de recrutement et la lutte, d'où résultat négatif ; on ferait mieux de faire son auto-critique plutôt que de rejeter sur les « difficultés », la responsabilité de l'état actuel...

Un camarade du Bijou suit ce conseil et vient déclarer que chez lui, on a rien fait, que tout est à faire et qu'on va le faire d'accord avec la majorité confédérale contre la direction du syndicat du Bijou (et c'est vrai : travail dans le club sportif, réunions de fractions fréquentes, édition du Bijou unitaire ; cela doit être un *avertissement aux camarades de l'opposition unitaire du Bijou* : qu'ils se mettent rapidement et sérieusement au travail, qu'ils n'abandonnent pas le club, mais luttent fraternellement dans son sein). Dans une seconde intervention, le même camarade lance un appel aux jeunes communistes non syndiqués (il y en a, paraît-il, beaucoup ; est-ce admissible ?)

Ensuite, deux camarades (un du Bâtiment, l'autre de la voiture Aviation, je crois) apportent quelques critiques de détails sur le travail de la commission des jeunes syndiqués de la xx^e union, et font des réserves sur l'étendue de l'essor révolutionnaire des jeunes ouvriers, sur la radicalisation des masses, dans ce pays.

... Ah ! « l'appareil » fonce : « il n'est pas question de mettre en discussion l'essor et la radicalisation, (alors que devient l'ordre du jour du V^e Congrès et la vérification des perspectives, de l'essor et la radicalisation ?) il s'agit de faire (?) son auto-critique : qu'a-t-on fait dans le Bâtiment pour la section des Jeunes, pour épauler l'essor et la radicalisation des masses de jeunes ouvriers ? Depuis deux ans, nous avons fait d'énormes progrès (n'est-ce pas triste, lorsqu'il y a dans la salle 30 camarades de la R.P.?)

Et les grèves de la Potasse, du Boucau, ne prouvent-elles pas l'essor des jeunes ? (et les résultats de votre conduite de ces mouvements ?) On a freiné, on se cache derrière des phrases gauchistes, au lieu d'entraîner les jeunes dans les comités de lutte et les brigades de choc. »

Quand l'orage se calme, une camarade demande qu'on explique ce qu'est un comité de lutte.

De nouveau « l'appareil » s'ébranle : « On n'a jamais dit qu'un comité de lutte était l'ensemble des ouvriers d'une entreprise ; un comité de lutte est formé par les délégués nommés par l'ensemble des ouvriers d'une entreprise. »

Signalons aux Sémard, Gitton, Simonin, etc... qu'il est urgent d'apprendre au représentant de l'appareil qui prétend répondre à la jeune camarade, ce qu'est,

pour eux, un comité de lutte, et renvoyons celui-ci au n° 6 des *Cahiers du Bolchevisme* (Juin 1930), page 575 : ... « Ce dont il faut surtout se souvenir, c'est que le Comité de lutte n'est pas un « noyau », un appareil de direction rétréci, mais le réceptacle de tous les ouvriers d'une même entreprise, sans distinction de tendances et de catégories sur la base du front unique pour et dans l'action de classe. »...

Camarades de « l'appareil », mettez-vous d'accord sur vos mots d'ordres, sans quoi les jeunes syndiqués comme les adultes comprendront de moins en moins et ne pourront qu'appliquer fausement vos directives ; voilà ce que c'est que d'ignorer la signification du mot : Comité, et d'être tétu comme un... Sémard ; après cela, on pourra sans doute affirmer comme Gourdeaux dans les *Cahiers* de Juillet que « le comité de lutte est compris, accepté ».

Après cette explication au moins fantaisiste, « l'appareil » trace les tâches et les perspectives des jeunes syndiqués :

— Formation de sections puissantes de jeunes.

— Sur les A.S., lutte contre le versement ouvrier, par le refus collectif.

— Entraînement des adultes partout où ceux-ci sont inactifs.

— Présentation des jeunes délégués, dans des réunions de masse de jeunes syndiqués et sympathisants.

— Collectage intensif des fonds pour l'envoi de la délégation.

— Etc., etc., etc...

Si ces mots d'ordres étaient lancés à une organisation déjà forte, à une assemblée nombreuse on pourrait, à la rigueur, comprendre ; mais l'appareil s'adressait ce soir-là, à trente jeunes syndiqués et sympathisants pour toute la R.P. ; alors on comprend moins !

Un correspondant.

A CHALIGNY

Le samedi 7 juillet s'est tenue l'assemblée générale des mineurs à Neuves-Maisons, où ont été examinés les deux principaux griefs que Gitton avait lancés contre notre syndicat des mineurs.

Gitton dit que nos effectifs diminuent par la faute des oppositionnels. Nous lui avons répondu, nous oppositionnels que c'était l'aventure du 1^{er} Août qui en était cause, et en voici la preuve : nous voyons ceux qui ont quitté notre Syndicat pour créer le syndicat réformiste, cesser de cotiser à partir du 1^{er} août, ce qui démontre clairement de quel côté sont les responsables, puisque à ce moment-là l'opposition n'existait pas dans notre syndicat.

La deuxième accusation portée par Gitton n'a pas plus de valeur. Le syndicat est accusé de n'avoir pas fait le travail nécessaire au sujet du collectage pour l'envoi de la délégation ouvrière au 5^e Congrès de l'I.S.R. Or Gitton ne devait pas ignorer que Perrouault, secrétaire de la 3^e Union Régionale Unitaire n'avait envoyé le matériel (listes de souscription et cartes), que le 3 juillet, jour où eut lieu l'assemblée d'information à laquelle Gitton a porté ses accusations. Dans ces conditions, la critique contre les oppositionnels devient quelque chose de pas très propre. L'assemblée générale des mineurs réunis le 12 a voté un blâme au secrétaire de la troisième U.R. en ce sens. Elle demande qu'à l'avenir le matériel et la correspondance destinés à notre syndicat arrive au secrétaire de notre organisation et non pas à une tierce personne même si cette tierce personne est le secrétaire du sous-rayon ou de la cellule. Ce blâme que j'ai demandé aux mineurs de Chaligny a été voté à l'unanimité (majoritaires compris) et c'est là la meilleure réponse que les mineurs avaient à faire à Gitton. Le Bureau syndical a été complété en vue d'élargir le travail syndical parmi les mineurs et nul doute qu'à l'avenir notre syndicat progresse numériquement et rattrape la confiance des mineurs dont il jouissait avant le 1^{er} août.

G. Paget.

P. S. — La semaine dernière nous ayons fait une erreur dans la transmission de l'article du camarade Paget. Nous avons écrit que c'est contre la volonté du Comité syndical que les mineurs avaient été entraînés dans l'*Aventure du 1^{er} mai* ; c'est l'*Aventure du 1^{er} août*, qu'il fallait lire.

Dans la coopération

Les majoritaires communistes de la coopérative parisienne la *Famille Nouvelle*, viennent d'accomplir un grand exploit.

Ils ont exclu, le 29 juin, par 327 voix contre 77, leurs adversaires minoritaires, nuance indépendance du syndicalisme. Ils ont ainsi, comme dit l'*Humanité*, « affirmé leur accord avec le Parti et la C.G.T.U. ». Pour cet « accord », les exclusions ont été jugées indispensables. On pourrait, avec assez de vraisemblance, ajouter qu'outre cet « accord », il s'agissait de démontrer que la *Famille Nouvelle* est devenue une simple annexe du Parti. C'est maintenant chose faite.

Mais pourquoi diable rabâcher que la coopération révolutionnaire doit être une « coopération des masses », si à la *Famille Nouvelle*, seuls les membres du Parti ont droit de cité ?

Au chantier porte Champerret de la maison Chouard

Nous avons déjà parlé dans la « Vérité » de ce chantier où sévit un chevreuil de 1re classe aidé dans sa besogne par quelques sous-verges.

Le personnel est soigneusement trié au volet. On n'embauche que des ouvriers coloniaux et étrangers (surtout des espagnols et des portugais). Les Français et les Italiens ne sont pas acceptés parce que le patron sait qu'ils n'accepteraient pas un salaire allant de 5 à 5,35 et 5,80 de l'heure pour les garçons.

Dans ce chantier qui est un des plus mauvais de la place, le patron peut se permettre tout par l'absence d'une organisation syndicale. Voici la situation :

1. Les ouvriers étrangers et coloniaux venant des pays où sévit le chômage et la terreur ont peur.

2. Il y a quelques larbins qui moucharde leurs compagnons de travail pour gagner 5 sous de plus, alors l'un se méfie de l'autre. Certains types tentent de dépasser dans le rendement les autres, de sorte qu'il y a une émulation dans la jaunisse.

Tous les ouvriers conscients doivent expliquer aux camarades que la différence des prix sert au patron pour les dresser les uns contre les autres.

Ce n'est pas en poussant la charge que vous arriverez à améliorer votre sort, camarades !

Vous devez sans tarder rejoindre le syndicat unitaire de votre profession et réclamer comme un seul homme le salaire unique de 6 francs. Les camarades conscients doivent expliquer cela aux copains.

Mais vis-à-vis de ceux qui font les larbins du chef de chantier il faut appliquer la bonne vieille méthode : **Sus aux regards !**

Un gars des rouges.

VIENT DE PARAITRE :

Le numéro 21-22 de

« La Lutte de Classes »

Au Sommaire :

Editorial : Au fond de l'impasse. — **L. Trotsky** : Vers le socialisme ou vers le capitalisme ? — **L. Trotsky** : Le suicide de Maïakovsky. — **Laurent** : L'Opposition unitaire dans la C.G.T.U. — **Graef** : Encore une fois sur Marx et la question syndicale. — **Militant** : La politique syndicale aux Etats-Unis. — **K. Landau** : Notes sur la situation en Autriche. — **Well** : Le P.G.A. a encore perdu une occasion favorable. — **Ariat** : La querelle de la participation dans la S.F.I.O. — **Lacroix** : Le mouvement ouvrier en Espagne. — **Sizoff** : Le désarmement et l'accumulation capitaliste. — **Nel-Sih** : Le déclin du Parti communiste chinois. — **Ariat** : A propos de Madagascar et de l'Algérie. — **Trotsky** : Sur l'idée du Parti Ouvrier et Paysan pour l'Orient, etc., etc.

Prix de ce numéro double : 5 francs
Adressez-vous à la *Vérité*, 45, boulevard de la Villette, Paris (10e).

Abonnez-vous : Un an 30 francs ; six mois : 15 fr. — Chèque postal : Naville 1333-80-Paris.

Nous avons reçu, comme suite à la notice parue ici-même au sujet d'un article de M. Sneevliet, une lettre de celui-ci, protestant parce que nous l'avions classé dans l'Internationale 2 et demie. La place nous manque pour en parler dans la *Vérité*. Nous le ferons dans la *Lutte de classes*, car il s'agit là d'une question très importante qui est celle de la délimitation idéologique de l'opposition internationale de gauche.

Réponse à la « Vie Ouvrière »

Dans le dernier numéro de la *Vie Ouvrière* le bureau exécutif de l'U.F.E. a inséré une réponse à nos articles parus précédemment dans la *Vérité*. Nous ne nous attendions pas à tant d'honneur de la part d'un organisme qui professe le plus profond mépris pour toute discussion en général et particulièrement pour celles qui ont trait au sacro-saint syndicalisme des Etudiants. Nos chers camarades accuseraient-ils par hasard des déviations intellectuelles ? Ou bien, nous considèrent-ils comme une telle puissance qu'ils éprouvent le besoin, si rare chez eux, d'avoir recours à des arguments autres que les violences et les injures ? Vous savez pourtant, chers camarades et vous nous l'avez répété à maintes reprises, que là où il y a discussion il y a déviations et que le syndicalisme étudiantin, semblable aux monstres des Enfers, s'accorde beaucoup mieux de l'ombre que de la lumière. Mais puisqu'il en est ainsi, nous nous empressons de saisir l'occasion que vous nous offrez si généreusement, et nous formulons le souhait que dorénavant la discussion soit libre et ouverte au sein de toutes les sections de l'U.F.E.

« Pour la *Vérité*, déclare le B. E. il ne s'agit pas de faire appel au sens de classe des étudiants pauvres, fils de petits fonctionnaires, de paysans pauvres et d'ouvriers ». « C'est là faire de l'ouvriérisme ». Cette première phrase est significative de la confusion qui règne dans le cerveau des dirigeants actuels de l'U.F.E. De quelle classe s'agit-il au juste ? De celle des étudiants pauvres ou bien des diverses catégories sociales énumérées après ? Dans le premier cas c'est là une absurdité, étant donné que les étudiants pauvres jusqu'à nouvel ordre ne constituent pas une classe et que l'on ne peut invoquer pour eux un sens spécial s'appuyant sur une base spécifique de classe. Toute l'agitation comprise sous cet angle est purement artificielle et repose sur un mythe. La seconde proposition pourrait sembler plus juste : les milieux universitaires reflètent en effet un complexe de plusieurs catégories sociales et enregistrent dans une certaine mesure en leur sein les aspirations et les besoins de couches sociales hétérogènes.

C'est là le sens de la lutte politique à l'Université, lutte qui acquit une certaine ampleur au 19ème siècle, lorsque les étudiants combattaient aux côtés de la petite bourgeoisie pour l'obtention des libertés politiques élémentaires. Mais cette part de vérité mise de côté, toute la phrase n'est qu'un non-sens. Qu'est-ce en effet que ce sens de classe commun aux ouvriers, paysans pauvres et fonctionnaires ? Le B. E. délaye une épouvantable mixture, composée des éléments les plus variés et qui n'ont rien de commun ; il ignore totalement que les petits fonctionnaires et les paysans pauvres d'une part, les ouvriers d'autre part, appartiennent à deux classes absolument distinctes et séparées par leur idéologie. Le fait que les couches inférieures les plus paupérisées de la petite-bourgeoisie suivent dans certaines périodes le prolétariat ne change rien à la chose. D'ailleurs nous ne devons pas nous faire illusion. Les fils d'ouvriers n'ont pas accès à l'Université qui leur reste rigoureusement fermée et c'est pour cette raison que notre mot d'ordre essentiel est et reste « Contre l'Université bourgeoise, pour un enseignement prolétarien, réalisé par la Révolution elle-même ». Les dits étudiants pauvres sortent tous des couches moyennes de la petite bourgeoisie, dont ils enregistrent pour une part les aspirations et les oscillations multiples ; d'autre part ils sont irrésistiblement entraînés vers la bourgeoisie par la culture même qu'ils reçoivent, par le lien idéologique qu'elle constitue et qui aplanit les différences entre les diverses fractions bourgeoises à l'Université. Ce n'est qu'en se libérant de cette culture et en la rejetant catégoriquement qu'une élite parmi les étudiants est susceptible de venir au communisme et de se consacrer avec dévouement à la cause du prolétariat. Le sens de classe des étudiants pauvres n'a rien à faire dans ce processus ; déjà Marx indiquait que des individus isolés appartenant à la classe dominante et rompant avec la culture, la manière de penser et les traditions de leur classe, peuvent devenir d'excellents révolutionnaires.

La faillite du « syndicalisme étudiantin » s'est révélée avec une évidence

criante dans le domaine pratique. La direction de l'U.F.E. fait grand cas des Normaliens et des élèves des E.P.S. ; elle fonde tous ses espoirs sur ces éléments particulièrement exploités (!!!) et destinés à rénover la Fédération de l'Enseignement en lui infusant un pur sang stalinien. Or, en fait, la lutte contre la mauvaise nourriture dans les E.N. n'a réussi à grouper après trois ans d'efforts tenaces qu'un effectif infime et le dernier Congrès de l'U.G.E.E., comme nous l'avons souligné dans la *Vérité* comprenait 7 délégués. A côté de tels échecs le verbiage de la direction sur la combativité des étudiants pauvres qui « veulent une meilleure nourriture et défendre l'U.R.S.S. » (sic) est un bluff ridicule et ne peut abuser personne. La seule tactique possible à l'égard des Normaliens, c'est de les grouper dans des syndicats de catégories, et de cesser absolument cette agitation puérile « sur le plat de fayots avariés » qui ne peut que ridiculiser l'idée révolutionnaire. Après des Sorbonnards et autres « fils d'ouvriers » de la Faculté de Droit, qui sont déjà formés par le moule de la culture bourgeoise et qui deviendront par la suite l'élite intellectuelle et les cadres supérieurs au service du capitalisme, l'agitation revendicative ne signifie que le désir de s'embourgeoiser un peu plus vite et de monter de quelques degrés dans la hiérarchie sociale. Telle est en définitive le profond sens de classe des étudiants pauvres, entrés à l'Université avec l'idée fixe de « devenir quelqu'un ».

L'analphabétisme organisé

Faute de place nous ne pouvons reproduire toutes les affirmations, plus ou moins humoristiques du B. E. Bornons-nous à ce paragraphe pour le moins inattendu où la Direction vante les efforts réalisés dans le domaine de l'éducation antifasciste, anti-impérialiste, etc.. Nos chers camarades sont des pince-sans-rire. Il n'y eut jamais aucune éducation sérieuse entreprise par l'organisation ; tous les efforts faits dans ce sens se bornèrent au domaine spécifiquement étudiantin ; lutte contre le social-fascisme étudiantin ; éducation anti-impérialiste sur la base des brimades que l'impérialisme fait subir aux étudiants coloniaux et uniquement sur cette base. Le type classique de cette éducation nous est fourni dans une réunion des coloniaux organisée par l'U.F.E. et où l'orateur de la Fédération de l'Enseignement, Cogniot, représentant la quintessence du Staliniisme, développa le programme du Sun-Yat-Senisme le plus pur. Pas un mot ne fut dit du mouvement prolétarien aux colonies, pas un mot du mouvement des masses paysannes pour la terre ; toute la question coloniale fut envisagée sous l'angle étriqué, contre-révolutionnaire des revendications de la petite-bourgeoisie des villes, à laquelle l'impérialisme ne confie pas les mêmes postes administratifs qu'aux citoyens français. Tel est le bilan. Heureusement nos camarades indochinois trouvèrent dans l'héritage léniniste de l'Opposition les armes nécessaires pour mener la lutte contre l'impérialisme et son allié le national-réformisme. Mais l'affirmation du B.E. est un bluff. Les dirigeants actuels, Charlot en tête, ont toujours professé le plus grand mépris pour toute éducation en général ; ils nous ont maintes fois qualifié d'« intellectueliste pourri » ; ils pourchassent avec une fureur sans pareille les tentatives légales ou illégales de former des cercles mêmes privés ; bien plus, ils font montre de leur analphabétisme et se l'attribuent comme une qualité propre à tout révolutionnaire véritable.

Nous terminons en engageant une fois de plus les étudiants révolutionnaires, à rejoindre leur organisation qui n'est pas l'U.F.E. mais le Parti Communiste et à adhérer à la C.G.T.U. Nous pensons qu'ils doivent s'éduquer et former des cercles d'études. La réalisation d'un tel programme se heurte au régime intérieur imposé par la bureaucratie stalinienne, qui craint que l'on établisse le compte exact de sa désastreuse gestion du mouvement ouvrier. Aux étudiants communistes d'étudier l'Histoire de l'Internationale, de faire la critique des erreurs passées et de puiser dans l'immense héritage du Marxisme-Léninisme, conservé par l'Opposition, la foi nécessaire à l'action révolutionnaire quotidienne.

Un Etudiant oppositionnel.

DISCUSSION

A propos du front unique

J'ai pris connaissance de l'article signé « Un postier » paru dans l'avant-dernier numéro de la *Vérité* ainsi que de la Note de la Rédaction qui le suit et qui constituent l'un et l'autre une mise au point des conclusions de la série d'articles que je vous ai donnés sur « les Grèves des P.T.T. »

Le camarade « Postier » y voit une confusion sur l'emploi de la tactique de front unique. J'ai lu et relu mes papiers j'ai cherché et recherché la confusion. J'avoue ne l'avoir pas trouvée. Je me propose de la rechercher encore et si je la trouve enfin je vous le dirai. Je vous dirai en outre — ce qu'a négligé d'indiquer le camarade — en quoi consiste la confusion si elle existe réellement.

A aucun moment je n'ai posé la question de l'Unité Syndicale comme une des conditions de la réalisation de « l'Unité tactique de combat ».

Je n'ai jamais écrit pareille chose parce que cela ne correspondait en rien à ma pensée. En l'état actuel des choses je crois fermement irréalisable l'unité syndicale de façon artificielle et mécanique. Celle-ci ne redeviendra possible qu'après des expériences multiples et répétées de front unique intelligemment pratiqué entre travailleurs réformistes et unitaires.

Nous n'en sommes pas encore là.

En revanche, il est un point où je suis en total désaccord avec le camarade « Postier ».

C'est lorsqu'il écrit « qu'avant l'emploi de cette tactique (du front unique) il était indispensable de démasquer une fois encore les réformistes au service de l'administration ». Cela c'est la méthode de l'actuelle direction unitaire. Alors à quoi bon la condamner comme nous le faisons ?

Elle consiste à hurler au traitre à tout bout de champ et avant la bataille. Ça pose les hurleurs — à leurs propres yeux. Mais ça ne donne aucun résultat pratique à moins que ça n'aboutisse à des résultats contraires à ceux que l'on attend.

Le front unique doit à mon sens au cours de sa mise en œuvre avoir entre autres résultats — car ce n'est pas le seul, ni le principal — celui d'obliger les traitres à se démasquer eux-mêmes devant leurs troupes. La trahison est démontrée ainsi aux camarades non par des discours et des paroles mais par des faits, par l'expérience.

Et l'expérience est autrement démonstrative que les paroles et les discours.

UN GREVISTE DE 1909

la Vérité
ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE
OPPOSITION

Hebdomadaire

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris

Directeur politique : **A. Rosmer**
Administrateur : **P. Frank**

VIENT DE PARAITRE :

L'an I de la Révolution Russe
par **Victor SERGE**

Un volume de 500 pages
Prix actuel : 20 fr. franco

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10^e)

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-26